LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 104 N° 33
29 NOVEMBRE AU 5 DÉCEMBRE 2017
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

BE WILD READ FRENCH

VÉGÉTARIENNE, PUIS CHASSEUSE

Vanessa Ahing vit en accord avec ses convictions. De végétarienne, elle est passée chasseuse. Le point commun? Ne pas succomber à la facilité que propose l'industrie alimentaire et ne pas contribuer à l'impact négatif qu'elle a sur l'environnement et l'écosystème.

La Winnipégoise de 31 ans chasse le chevreuil, la bernache et le canard depuis 2013. Contrairement à d'autres chasseurs, comme Simon Laplante, Louis-Philippe Leblanc ou André Desrosiers, elle n'a pas appris la chasse et le dépeçage avec sa famille, mais sur YouTube.

Vanessa Ahing fait désormais partie d'un club qui voit ses nombres augmenter : celui des femmes chasseuses.

| NOTRE DOSSIER SUR LA CHASSE
Pages 6 et 7
ainsi que sur
LA-LIBERTE.CA.

photo : Daniel Bahuaud



Tadens Mpwene et ***La Liberté*** vous offrent en exclusivité la bande dessinée ***Nelson au Manitoba***. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.

NELSON AU MANITOBA

Rendez-vous galant au Resto Gare...

C'est vraiment nice ici. Merci de m'avoir invitée !

Quand je vais annoncer la nouvelle à ma mère, elle sera très heureuse !

T'sais, c'est juste une date Nelson... Ça veut rien dire d'officiel...

Mais on s'est embrassé !

42

Ouais, mais ça veut pas dire que j'suis ta blonde !

Ah bon?! On n'est pas ensemble??

Ça prend plus de temps... Il faut que ça se décide !

Bah moi j'ai décidé que t'étais ma blonde !

Ah! T'as décidé de rester à Winnipeg pour vrai??

DESSINS : TADENS MPWENE
SUR UNE IDÉE ORIGINALE ET UN SCÉNARIO DE LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | promotions@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Journalistes :
Daniel BAHUAUD | redaction@la-liberte.mb.ca
Barbara GORRAND | presse3@la-liberte.mb.ca
Valentin CUEFF | presse2@la-liberte.mb.ca
Gavin BOUTROY | presse8@la-liberte.mb.ca
Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | administration@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | reception@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Publi-reporters :
Léo GAUTRET | presse1@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | presse5@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | presse4@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | presse6@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.c.a ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba :** 64,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. » Canada





Quand le stéréotype est un absolu, le piège se referme sur nous

Notre cerveau a naturellement tendance à catégoriser les individus sur la base de caractéristiques qu'ils partagent en commun. Ce processus n'échappe pas à l'influence sociale. En fait, les critères de classification, les frontières entre les groupes, ainsi que les stéréotypes qui y sont associés, nous sont inculqués par la société. Ces stéréotypes varient d'ailleurs considérablement d'une culture à l'autre.

Cet apprentissage débute très tôt. Une recherche réalisée par une équipe américaine menée par Marjorie Rhodes a démontré que l'utilisation d'un vocabulaire générique pour qualifier un groupe dans son ensemble (ex. *Les* filles portent du rose) menait à l'identification de nouvelles catégories sociales chez des enfants de deux ans. Ces mêmes catégories n'étaient pas présentes dans l'esprit des enfants ayant été exposés à un vocabulaire soulignant la spécificité individuelle (ex. *Cette* fille porte du rose).

Le résultat du processus de catégorisation sociale demeure donc une construction de notre esprit, soumise à l'influence de la culture et de l'époque dans lesquelles nous vivons. Pourtant, plusieurs continuent de croire dans l'essentialisme des groupes, c'est-à-dire dans l'idée que les catégories que nous utilisons pour classifier les gens reflètent des distinctions naturelles qui existent entres les individus, notamment sur le plan biologique.

Ceux qui adhèrent à une telle croyance conçoivent plus facilement les stéréotypes comme des vérités absolues. Tout écart est ainsi perçu comme une aberration de la nature ou encore une exception à la règle. Ce qui n'incite donc pas à redéfinir sa vision du monde.



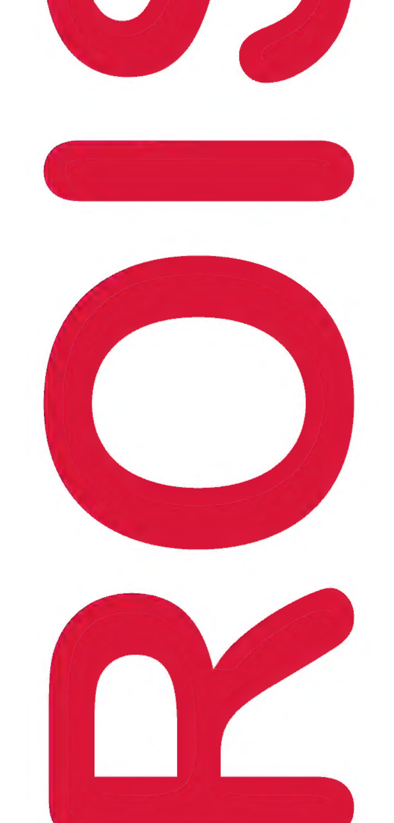
Quelles sont les véritables intentions du gouvernement Pallister?

En principe, le traditionnel discours du Trône énonce les objectifs que le gouvernement compte atteindre durant une nouvelle session parlementaire. La semaine dernière, le gouvernement manitobain déposait son troisième discours en 19 mois, reprenant de nombreux thèmes déjà élaborés en mai et novembre 2016.

Exceptionnellement, le discours consacre une section sur les services en français. On y apprend que le nombre de postes bilingues aurait augmenté au cours de la dernière année et que des plans stratégiques pluriannuels des services en français entreront en vigueur le 1er avril prochain. De plus, la communauté francophone historique du Manitoba figurera au centre d'une nouvelle stratégie touristique.

Cependant, le gouvernement passe sous silence l'abolition du poste de sous-ministre adjoint responsable du Bureau de l'éducation française (BEF). Cette mesure inattendue, tout comme la fermeture de la clinique express à Saint-Boniface en janvier dernier, contredit les bonnes intentions énoncées dans la Loi 5, la *Loi sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine,* adoptée l'an dernier. De plus, il semblerait que l'avis du conseil consultatif des affaires francophones établi par cette *Loi* n'ait pas été sollicité.

En agissant comme si la Loi 5 n'existait pas, le gouvernement effrite la bonne volonté qu'il avait créée en l'adoptant : ses actions contredisent ses paroles. Il remet en question ses intentions proclamées dans cette loi et la pertinence du conseil consultatif, dont les représentants francophones sont ignorés. La DSFM, la SFM et leurs partenaires font face à un véritable défi pour donner son plein sens à la Loi 5. Le gouvernement doit maintenant révéler ses véritables intentions en ce qui regarde la francophonie manitobaine.





Note de service à la ministre Rochelle Squires

De votre conseiller francophone bénévole : Admettons que vous m'ayez demandé d'examiner les implications politiques du démantèlement du Bureau de l'éducation française (BEF). Voici mes constats préliminaires.

Les décisions du ministre Wishart, toujours non confirmées, auront un effet politique très négatif sur votre gouvernement.

D'abord, les rumeurs de l'abolition du poste de sous-ministre adjoint du BEF ont déjà mené à la création d'une coalition en faveur de l'éducation française et d'immersion au Manitoba. Cette coalition dépasse largement la francophonie et comprend tous les décideurs anglophones importants en éducation au Manitoba. De toute évidence, elle sera permanente et elle va souvent embarrasser votre gouvernement sur cette question.

S'ajouteront à cela d'autres pressions. On peut prévoir des condamnations d'organismes francophones nationaux et des dénonciations de parlementaires fédéraux, ainsi que des contestations judiciaires.

Et je ne n'ose même pas attirer votre attention sur ce que pourrait être la réaction du Québec, et des souverainistes en particulier, à cette attaque si inattendue contre un des fondements de la francophonie manitobaine.

Tout cela viendra ternir l'excellente réputation que s'est acquise le Manitoba dans le domaine de la francophonie depuis une trentaine d'années, dont le point culminant a été l'adoption de la *Loi 5 sur l'appui à l'épanouissement de la francophonie manitobaine* en juin 2016, parrainée par vous-même.

Somme toute, Madame la Ministre, je vous suggère fortement, face à ces éventualités, de faire tout votre possible pour assurer la pérennité du Bureau de l'éducation française dirigé, comme depuis plus de 40 ans, par un sous-ministre adjoint.

ÉDITORIAL

PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

Le diable est au paradis

Les vieux paysans de la Forêt-Noire n'auraient été surpris ni par les Panama Papers de 2016, ni par les Paradise Papers de 2017. Car la sagesse qu'on leur avait distillée, et qu'ils ont cherché à transmettre à leur tour, résume très bien le scandale : *Geld regiert die Welt, und der Teufel die Leute*. L'argent mène le monde et le diable les gens.

Les longues enquêtes journalistiques effectuées par un consortium de près d'une centaine de médias, rendues possibles grâce à des documents confidentiels obtenus par le grand journal allemand *Süddeutsche Zeitung*, mettent à jour les agissements financiers de la petite élite d'ultrariches qui se soustrait en toute légalité à ses obligations fiscales.

Au Canada, par exemple, les journalistes ont pu épingler un héritier de l'entreprise Seagram, Stephen Bronfman, qui a participé à un montage financier dans les Îles Caïmans, un paradis fiscal notoire. Ce proche ami du Premier ministre Justin Trudeau a aussi été actif dans des levées de fonds pour le Parti libéral. Un porte-parole du Parti libéral a tenu à souligner que Stephen Bronfman ne s'est pas mêlé de politique au sein du parti.

Si la précision était censée impressionner quiconque de la classe moyenne si chère au gouvernement, c'est probablement raté. Nul besoin en effet d'être un expert en politique partisane pour se dire que le Parti libéral serait bien ingrat envers Stephen Bronfman si en plus de s'occuper de collecter de l'argent il fallait qu'il se mêle de politique pour avoir de l'influence.

Vraiment, la politique étant la politique, la cupidité étant une des grandes faiblesses de notre espèce, y a-t-il même raison de se scandaliser des révélations contenues dans les Paradise Papers sur les manières très créatives de profiter des failles entretenues dans le système?

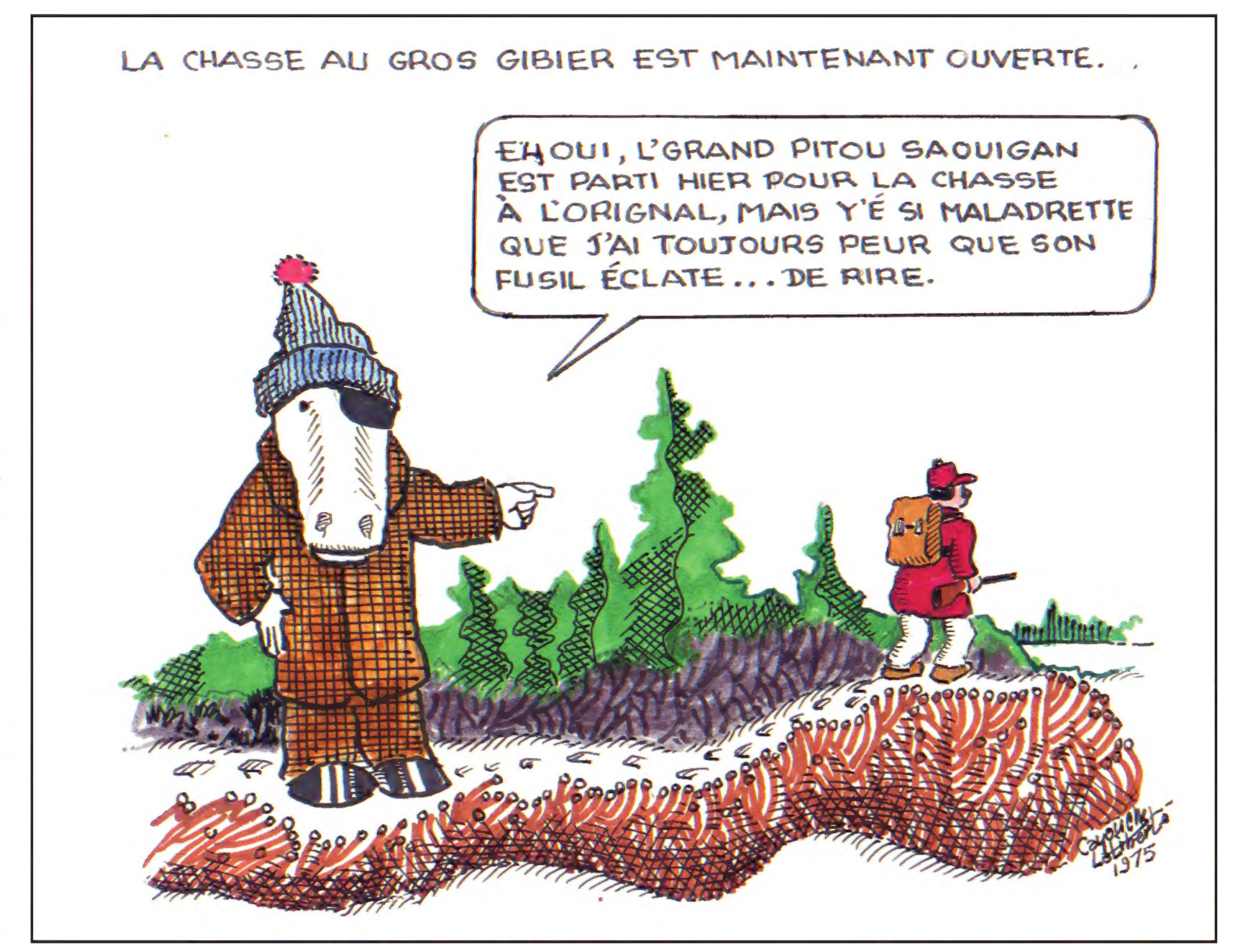
La réponse est un oui sans équivoque. On sait bien que les intouchables riches ou les multinationales surpuissantes, comme les géants de l'économie numérique, sont passés maîtres dans l'art de jouer les États contre les États. Il n'y a pas que les Îles Caïmans ou les Bermudes au cœur de l'évasion fiscale. Il y a aussi de vrais pays, comme l'Irlande et les Pays-Bas, qui vendent leur âme démocratique aux plus offrants.

Car dans un monde interdépendant, jouer au paradis fiscal pour d'étroits objectifs nationaux a forcément des conséquences sur la santé socio-économique de nombreux pays. Tout particulièrement les pays qui sont des démocraties libérales, comme le Canada.

Le bon fonctionnement de ces sociétés dépend d'un État qui tire sa légitimité de la protection qu'il garantit aux droits et aux libertés individuelles. Les actions entreprises par les gouvernements doivent rester dans les limites constitutionnelles. À chaque fois que les gouvernants adoptent des politiques qui privilégient certains groupes au détriment d'autres au mépris d'un sens élémentaire de justice, l'État de droit qu'ils ont la charge de protéger en ressort blessé.

Pour la simple et bonne raison que des citoyens qui vivent dans la méfiance plutôt que la confiance, qui se sentent exclus plutôt qu'inclus, ont tendance à se porter vers les extrêmes. La montée en puissance de partis d'extrême droite dans bien des pays européens constitue un symptôme sûr que les démocraties libérales sont en crise. Et donc que bien des libertés tenues pour acquises sont potentiellement menacées. Comme la liberté de la presse et la capacité de mettre en lumière l'incivilité suprême que les ultrariches entretiennent à l'endroit des masses, comme on disait voilà quelques décennies, ou de la classe moyenne, comme on se plaît à le dire de nos jours.

Le diable qui règne sur bien des esprits n'est pas en enfer; il opère bien au chaud dans les paradis fiscaux.



À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

La rédaction de *La Liberté*

Lettre ouverte au Bureau des Gouverneurs de l'Université de Saint-Boniface

Mesdames, Messieurs,

Nous avons récemment appris le départ à la retraite de sœur Norma McDonald après de nombreuses années de dévouement à la Pastorale et au Service d'animation spirituelle (SAS) de l'Université de Saint-Boniface. Nous avons également eu la déception d'apprendre que personne n'a été embauché pour la remplacer et assurer la continuité de ces services importants auprès de la population estudiantine.

En effet, notre participation engagée à des activités du SAS a occupé une place importante dans nos études à l'Université de Saint-Boniface. D'abord, nous sommes des membres fondateurs du Comité Développement et Paix USB. Ce groupe d'étudiantes et d'étudiants, guidé par le SAS, a souhaité et réussi à établir une riche tradition de partage, de justice sociale et de dialogue interculturel parmi les jeunes provenant des écoles françaises, d'immersion française et de l'international dans le cadre d'une variété de conférences, de retraites et d'activités humanitaires (...).

Grâce à nos années de dévouement engagé au sein du Comité Développement et Paix USB à la formation et l'accompagnement de sœur Norma McDonald, nous avons pu approfondir nos valeurs personnelles, nos compétences de leadership et de citoyenneté, tisser des liens avec des gens de divers horizons culturels et religieux dans nos communautés locales et globales, respecter et apprécier la diversité, avoir un espace sécuritaire et positif, poser des actions concrètes pour bâtir un monde meilleur, approfondir notre écoute de l'autre et développer nos compétences interpersonnelles (...).

Le SAS est un joueur clé dans la promotion et dans l'établissement de valeurs telles que le respect, l'engagement, le partage et l'accueil, en plus de favoriser un vrai sens de communauté. Par exemple, le Comité Développement et Paix USB est un groupe qui vise non seulement l'apprentissage académique, mais aussi l'apprentissage collaboratif en tant qu'agents de changement, ce qui, d'après nous, correspond à une partie fondamentale de la citoyenneté de chacun et qui devrait ainsi être valorisé comme partie intégrale d'une éducation universitaire. De plus, le SAS contribue à façonner une société plus juste et plus accueillante, notamment en ce qui concerne les peuples autochtones (la réconciliation) et les démunis, d'ici et d'ailleurs, en sensibilisant les étudiants et les étudiantes à ces réalités et en les formant à poser des gestes concrets.

Ayant beaucoup bénéficié du SAS, nous croyons essentiel d'embaucher une personne qualifiée pour pourvoir à ce poste dès que possible afin que la population étudiante actuelle et future de l'USB puisse aussi profiter des possibilités, des espaces de découverte et des activités que le Service nous a offerts à maintes reprises. Le SAS a guidé et enrichi le parcours d'innombrables finissants de l'USB; nous soulignons ainsi le besoin d'agir pour assurer sa continuité.

Nous vous remercions de votre attention et vous prions d'accepter, Mesdames, Messieurs, nos cordiales salutations.

Hassanatou Samake
B.A. en arts (2007)
Postbac en éducation (counseling 2012)
M. Éd. (counseling) (en cours)

Karlee Sapoznik Evans
B.A. spécialisé en histoire (2007) et professeure (2012-2015)

Kaylee Sapoznik
B.A. (2006) B. Éd. (2008)
Postbac en éducation (2015)
M. Éd. (en cours)
Le 16 novembre 2017

À VOUS LA PAROLE

Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**
Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.
La rédaction de *La Liberté*

La mort dans l'âme à la défense du Bureau de l'éducation française

Madame la rédactrice,

Pallister a bien choisi son temps de l'année pour mettre fin au BEF! Fin octobre et Halloween nous rappellent spectres et fantômes. Novembre est le mois de la mort.

À prendre connaissance des gestes irrespectueux que pose le gouvernement provincial sous prétexte d'efficacité, j'ai la mort dans l'âme. La seule efficacité que j'y vois, c'est d'enrayer les droits de vivre en français au Manitoba, droits durement acquis. J'aimerais qu'on m'explique comment un fonctionnaire unilingue anglophone va comprendre, encore moins servir, l'éducation en français? De surcroît, le tout se fait à huis clos : les décisions sont prises en coulisse, les gestes posés sont, nous dit-on, irréversibles.

Au Manitoba, tout comme dans les autres provinces et territoires du Canada, les francophones ont défendu leurs droits linguistiques, leurs droits pour des écoles francophones pour leurs enfants. Je me souviens des rencontres de parents dans ma petite communauté du nord de l'Ontario. Ils ont travaillé d'arrache-pied pendant des années pour obtenir une école secondaire francophone. J'ai dû fréquenter un pensionnat au secondaire, à l'extérieur de mon village, afin de recevoir une éducation en français. J'étais déjà enseignante quand ma province a accordé le droit aux Franco-Ontariens de gérer leurs écoles dans les années 1970.

Partout au pays, francophones et francophiles ont lutté et obtenu gain de cause. Le flambeau a été passé d'une génération à l'autre. Téméraire, j'ai osé croire que nos droits si longuement défendus étaient acquis. Il semblerait que non. Nos droits sont encore piétinés. Les spectres de l'anglicisation se font encore valoir. Personnellement, je n'accepte pas que les droits que j'ai défendus durant toute ma carrière en éducation soient si facilement arrachés à la génération qui me suit.

Depuis un an, je consulte les documents portant sur notre radio communautaire, dont la licence de radiodiffusion du CRTC est éducative. Depuis le début, nous nous efforçons de multiplier les occasions de formation à la communication écrite et orale dans nos écoles francophones et d'immersion. Nous avons appuyé les efforts du CJP, du 100 NONS, des comités culturels au rural, des radios scolaires; appuyant du même coup les jeunes talents francophones non seulement du Manitoba, mais aussi de l'Ouest.

Tout ceci a été entrepris avec l'appui de partenaires au fédéral, au provincial, au municipal. Nous bénéficions aussi de l'appui vital de l'Alliance des radios communautaires du Canada (L'ARC) et de l'Alliance des radios communautaires de l'Ouest et des Territoires (L'ARCOT). Nous ne sommes pas seuls à vouloir conserver notre langue, notre culture.

Le BEF a joué un rôle des plus importants dans le développement des radios scolaires, bien avant l'inauguration de la radio communautaire. En tant que fiers francophones, comment accepter que les services du BEF soient retirés à nos élèves, à nos enseignant(e)s? Qui sera en place pour faire valoir nos droits en communication, notre droit de vivre et de travailler en français? Avec la décision récente du gouvernement provincial, nous risquons de retourner bien loin en arrière.

Est-ce que les organismes qui nous représentent vont convoquer une rencontre publique afin que nous puissions connaître quels gestes seront posés pour enrayer la décision d'éliminer le BEF?

J'aime mon pays, j'aime ma province, ma communauté. J'aime aussi ma langue, ma culture, mon identité francophones. J'espère qu'elles survivront longtemps aux assauts de « l'efficacité » d'un gouvernement qui a pourtant le devoir de défendre tous ses concitoyens.

Évelyne Lachapelle
Le 17 novembre 2017

LA CHASSE, UNE TRADITION DE SAISON



Deux fins fusils témoignent de leur passion

L'appel de la nature et la chasse dans le sang

Ils sont chasseurs et ils aiment ça. Issus de familles où la chasse est pratiquée, voire encouragée, Louis-Philippe Leblanc et Simon Laplante partagent quelques expériences, quelques émotions. Et abattent au passage quelques mythes qui entourent cette activité souvent incomprise.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Louis-Philippe Leblanc a été élevé en ville, à Gatineau, au Québec. Pourtant, chaque automne, le radio-canadien de 35 ans passe la majeure partie de son temps libre dans la forêt, à traquer le chevreuil ou à espérer l'outarde, la perdrix et l'oie blanche dans sa ligne de mire.

« Récemment, j'ai passé trois jours dans le bois, tout près de Saint-Labre. Il faisait froid, le temps était venteux, le ciel grisâtre et maussade. J'ai adoré. J'ai pu sortir de mon quotidien urbain pour passer du temps dans la nature, à observer le cycle de la vie, et à lâcher prise. Parce que dans la forêt, c'est la nature qui décide. Tu ne contrôles pas la météo, ou encore ce que feront les animaux. Tu observes la vie et tu te laisses vivre. C'est ça qui me fait aimer la chasse. Et ça depuis l'âge de 12 ans, quand je chassais la perdrix avec mon père, dans le nord de la vallée de l'Outaouais. »

Une perspective que comprend fort bien Simon Laplante, enseignant semi-retraité de 57 ans. « J'ai la chasse dans le sang. J'ai commencé à l'âge de 12 ans sur la ferme de mon père, près de Saint-Hyacinthe, au Québec. Papa ne chassait pas, mais mes oncles m'ont donné le goût. On avait une énorme érablière. Dans ce bois, j'ai pu traquer des perdrix, des canards, des outardes et des lièvres. Plus tard, vers mes 18 ans, j'ai chassé le chevreuil.

« La chasse, c'est l'occasion de renouer avec la nature. De l'écouter, de l'observer. De comprendre comment les animaux interagissent. Quand tu chasses, tout ton corps est aux aguets. Tu t'immerges dans ton environnement. C'est presque mystique. Tu oublies tout – le travail, les petits soucis. Soudain, tu aperçois l'animal. Qui est souvent beaucoup plus rusé que toi! Et là, ton cœur se met à battre pour de vrai. C'est palpitant. Tu tires. »

C'est le fait de tirer qui peut choquer. Louis-Philippe Leblanc en est très conscient.

« Les chasseurs que je connais aiment la nature. Ils apprécient les paysages exceptionnels et ils aiment les bêtes. Ils ne sont pas cruels. Au contraire, ils passent beaucoup de temps sur des champs de tir pour s'assurer d'abattre le gibier d'un coup, pour que l'animal ne souffre pas.

« Avant tout, les chasseurs sont écolos. C'est une manière très naturelle de se nourrir. Les chasseurs savent que leur viande est vraiment bio, et n'est pas bourrée d'hormones. Ils se servent le plus possible de la carcasse. À Saint-Labre, j'ai abattu un daim. Il faut vider les entrailles sur le champ. J'ai enlevé le système digestif, et j'ai conservé le reste. J'amène l'animal à un boucher, qui me prépare des steaks, des rôtis, de la saucisse, de la viande hachée. Je mange mon gibier. Je ne l'achète pas à l'épicerie, dans des emballages aseptisés.


Simon Laplante.
Photo : Daniel Bahuaud

« Évidemment, je sais que des personnes sensibles peuvent être offusquées par ma passion. D'ailleurs je ne poste jamais de photos d'animaux abattus sur les médias sociaux. Je ne chasse pas pour me vanter ou faire le macho. »

Simon Laplante ne cherche pas à justifier sa passion. « Ceux qui ne comprennent pas ne comprennent pas. La chasse, c'est culturel. J'ai ça dans le sang. J'aime la viande et je prends un soin extrême à respecter les saisons de chasse et les limites imposées par les gardes-chasses. Cette année, on ne pouvait abattre qu'un chevreuil – un daim – parce que les derniers hivers ont été durs sur la population de chevreuils. Cet automne, j'avais l'occasion d'abattre une biche. Un geste impensable. D'ailleurs, j'étais plus qu'émerveillé par sa présence. Et ses tentatives de repousser son juvénile, dont elle cherchait à se défaire, parce que c'était le début de la période de rut.

« De ceux qui ignorent les règlements, qui chassent la nuit ou qui vendent la viande sauvage, je dis juste une chose : les braconniers ne sont pas des chasseurs, mais des voleurs. »

André Desrosiers, 30 ans de service chez les gardes-chasses

« Les gens cherchent plus d'authenticité »

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Depuis Selkirk où il réside, l'ancien agent de conservation André Desrosiers livre son point de vue sur l'évolution de la chasse au Manitoba.

Quand avez-vous commencé à apprendre à chasser?

André Desrosiers : J'ai commencé avec mon père, avant d'avoir dix ans. On allait du côté de Sainte-Geneviève, surnommée la Poche aux lièvres, à la chasse au petit gibier. Être en extérieur, avec la faune et les poissons, ça m'a toujours plu. C'est ce qui a fait que j'ai choisi par la suite de travailler comme agent de conservation.

En quoi consiste le travail d'un garde-chasse?

A. D. : C'est d'assurer le bon équilibre de la chasse et de la pêche dans les parcs et les terres de la Couronne, c'est de faire en sorte que les cycles et les saisons soient respectés. En quelque sorte, c'est d'être le policier des espaces naturels. C'est un rôle très important pour l'équilibre de l'écosystème.

Quels sont les animaux traditionnellement chassés au Manitoba?

A. D. : Historiquement, les premiers humains en Amérique du Nord chassaient le bison des plaines, pour leur subsistance. Avec la colonisation des Européens, le bison a pratiquement disparu. Mais on chasse encore le wapiti, l'orignal, la sauvagine, c'est-à-dire les canards et d'autres oiseaux aquatiques sauvages, et l'ours noir. Parce que là aussi, il s'agit de contrôler la population d'ours, surtout au rural, pour limiter les nuisances qu'ils occasionnent.

Un chasseur doit avoir ses armes de prédilection...

A. D. : Pour le gros gibier, il faut une grosse carabine. Il y a aussi un usage important de fusils à poudre, et d'arbalètes. Mais la chasse à l'arc reste très populaire, et même elle le devient de plus en plus. Les gens veulent une chasse plus naturelle, plus silencieuse. En fait, les gens cherchent à retourner à plus d'authenticité. Ils veulent chasser en conscience, en se mesurant à l'intelligence de l'animal, à son instinct. Il n'y a pas beaucoup de défi à tirer sur un animal avec un fusil, à 250 mètres.


André Desrosiers.
photo : Gracieuseté André Desrosiers

D'après votre expérience, le braconnage est-il un phénomène important au Manitoba?

A. D. : Malheureusement oui, beaucoup trop. C'est devenu beaucoup trop commun. Il y a les petits braconniers, qui achètent un permis mais ne respectent pas les saisons, les heures, les propriétés privées. Et il y a aussi un braconnage organisé, avec des circuits, qui se déploient le soir, hors saison, avec pour seul objectif la vente illégale de viande.

Au cours de vos trente années de carrière, vous avez été le témoin de l'évolution de la chasse au Manitoba...

A. D. : Absolument. Dès 1995 avec la loi fédérale sur les armes à feu, le nombre de chasseurs a drastiquement baissé. Mais en même temps, on a constaté que les femmes et les filles sont de plus en plus nombreuses à se mettre à la chasse. Cela fait partie de ce retour à plus d'authenticité. Elles veulent attraper leur viande par elles-mêmes, savoir d'où vient ce qu'elles mangent, plutôt que de l'attraper au supermarché. C'est encourageant, et j'espère que d'autres personnes vont s'essayer à la chasse, retourner à la nature. Pour découvrir à quel point la viande sauvage est délicieuse.



Quel est l'impact de la chasse pour le tourisme au Manitoba? À lire, la suite de notre dossier sur la chasse sur LA-LIBERTE.CA



LA CHASSE, UNE TRADITION DE SAISON

▶ Elle est passée du végétarisme à la viande sauvage

Chasser, pour avoir la conscience tranquille

Vanessa Ahing a été végétarienne pendant plus de quatre années. Par refus de l'industrie de la viande qui, à son avis, est cruelle et nuit à l'environnement. Pourtant, un bon steak lui manquait. Pour réconcilier conscience et palais, un choix nouveau s'imposait…


DANIEL BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

Un soir de septembre, en 2013, Vanessa Ahing rentrait de la campagne, où elle avait abattu son premier chevreuil. Souvenir de l'enseignante de 31 ans :

« J'étais toute seule. J'avais suivi une formation de chasse pour femmes, organisée par la Manitoba Wildlife Foundation. Mon chevreuil, coupé en quarts, était dans un sac de hockey dans le coffre de ma Honda Civic. C'était mon premier animal. Je voulais vivre l'expérience complète de la chasse. Donc pas question pour moi d'aller chez un boucher. D'ailleurs, j'étais étudiante. Je n'avais pas le fric pour me payer un tel service.

« Je me demandais comment j'allais faire pour préparer cette viande. Je n'ai pas été élevée dans une famille de chasseurs, ou même de jardiniers. Mes parents n'étaient pas prêts à avoir un chevreuil chez eux. Et moi, je vivais dans un petit appartement pour célibataires au centre-ville de Winnipeg.

« Il était tard. Trop tard pour dépecer l'animal tout de suite. Alors j'ai ouvert les fenêtres de mon appartement. Je me suis endormie dans mon sac de couchage. Le lendemain, j'ai tapé *Comment couper de la viande de chevreuil* sur YouTube. Et je me suis mise à l'œuvre. »

C'était déjà par YouTube en 2009 qu'elle s'était convaincue de ne plus manger de la viande.

« J'ai une maîtrise en sociologie. Mon mémoire portait sur les coopératives internationales et le commerce équitable. Je suis sensible à la justice sociale et aux questions environnementales. Je me suis mise à visionner des documentaires sur l'industrie de la viande. Ce commerce est souvent cruel pour les animaux. Il accapare les terres arables et consomme énormément d'eau et de carburants. Je me suis aussi mise à lire sur l'élevage industriel. Plus je lisais, plus j'étais convaincue qu'il fallait arrêter de manger de la viande. Je ne pouvais pas voir comment je pourrais continuer d'en manger la conscience tranquille. Alors je suis devenue végétarienne. »



Vanessa Ahing : « Je mange du chevreuil, de la bernache et du canard. C'est la viande la plus naturelle qui soit. Et qui n'est pas liée à des pratiques qui font du tort à la nature, aux animaux et aux humains. »

photo : Daniel Bahuaud

Une décision qui n'a pourtant pas été facile, comme le confie Vanessa Ahing. « Je suis allergique aux noix. Ça a limité mes choix de protéines nécessaires pour être en santé. Et puis j'aime le goût de la viande. Ça me manquait. J'ai quand même tenu le coup jusqu'en 2013 quand, en poursuivant ma recherche, j'en suis venue à comprendre que je pouvais manger de la viande sauvage, et que comme ça ma conscience ne me tracasserait pas. »

« Le chevreuil, la bernache, le canard, c'est la viande la plus naturelle, la plus biologique qui soit. Et qui n'est pas liée à des pratiques qui font du tort à la nature, aux animaux et aux humains.

« J'assume vraiment la pleine responsabilité pour la viande que je consomme. Ça prend deux secondes pour abattre un animal. Mais la chasse va beaucoup plus loin que ce bref instant. Il faut apprendre à manier son arme, suivre les formations, obtenir les permis, savoir où et quand chasser, tisser des liens avec les agriculteurs si on veut chasser sur leurs terres, savoir traquer l'animal, l'abattre, le dépecer et le cuire. Quand un steak de chevreuil est dans mon assiette, je l'apprécie beaucoup plus. »

Ce qui n'empêche pas parfois Vanessa Ahing de manger d'autres viandes. « C'est rare, mais ça arrive. Mon but ultime est de ne manger que de la viande sauvage. Je m'approche de plus en plus de cette cible. Mais je ne vais pas froisser ma famille ou mes amis lorsqu'ils m'invitent à dîner. Alors, oui, il m'arrive de manger du poulet, du bœuf ou du porc. Je reconnais que la chasse, ce n'est pas pour tout le monde. Je respecte les choix, et la conscience, des autres. »

Chasse : les femmes s'organisent

Vanessa Ahing a découvert la joie d'appartenir à une communauté grandissante au Manitoba : les femmes qui font la chasse.

« Je suis membre de Team Lady Fowlers, un club de chasse pour femmes fondé en 2015. Au début, nous étions huit femmes et trois mentors. Nous nous étions rencontrées aux ateliers pour femmes *Becoming an outdoors-woman* (BOW) de la Manitoba Wildlife Federation.

« Ces formations BOW sont de plus en plus populaires. Plus de femmes s'intéressent à la chasse. On aime la camaraderie, l'esprit d'équipe et d'entraide. Beaucoup de femmes ont des maris ou des frères qui chassent. Ça peut être intimidant, surtout quand on est débutante. Et puis se rencontrer entre copines, c'est amusant. »

En 2017, Team Lady Fowlers compte 16 membres. « D'autres s'ajouteront, j'en suis convaincue. Nous sommes plus visibles, puisqu'on organise des ateliers éducatifs chez Cabela's, le pourvoyeur d'équipement de chasse et de pêche. »

▶ La déstructuration en cours du Bureau de l'éducation française

Ian Wishart : « Nous faisons tous avec moins »

Les Partenaires pour l'éducation en français rencontreront prochainement (1) le ministre de l'Éducation et de la Formation, Ian Wishart, afin de faire valoir l'importance du Bureau de l'éducation française (BEF).

Ian Wishart, à ce stade, met l'accent sur la politique d'austérité fiscale du gouvernement Pallister, tout en se disant « ouvert à consulter la communauté francophone ».

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

▶ Une coalition, les Partenaires pour l'éducation en français, s'est formée pour demander la restauration du poste de sous-ministre adjoint du BEF. Ses membres et d'autres parties prenantes vous ont écrit une lettre le 3 novembre (voir l'encadré *Les Partenaires en détail*). Ils ont même tenu une conférence de presse le 13 novembre dernier. C'est du jamais vu…

Ian Wishart : Oui. Franchement, cette conférence nous a surpris. Le personnel du ministère a tenté de communiquer avec ces organismes. Je soupçonne que ces efforts étaient moins que parfaits. Je n'ai pas honte de m'en excuser. Cela dit, nous leur tendons la main maintenant.

▶ Est-ce que l'élimination du poste du sous-ministre adjoint du BEF est un fait accompli, ou êtes-vous ouvert à en discuter davantage?

I. W. : Notre gouvernement a été élu avec le mandat de réduire la fonction publique. Le personnel d'Éducation et Formation Manitoba représente l'équivalent de deux autres ministères. Nous avons déjà réduit de manière importante nos effectifs pour être plus efficaces et rentables. Et nous avons éliminé plusieurs postes de sous-ministres adjoints. Nous faisons tous avec moins, tant du côté anglophone que francophone. Il faut comprendre que le Conseil du Trésor vise une réduction des dépenses publique. Le cabinet lui-même est passé de 19 ministres à 12.

Cela dit, je suis ouvert à la discussion. Lorsque nous nous rencontrerons, nous nous attendons à ce que les Partenaires s'expriment clairement pour faire entendre la voix de la francophonie. S'ils ont des préoccupations spécifiques, qu'ils les communiquent et nous essaierons d'arriver à une solution. Je peux déjà affirmer que les deux postes vacants au BEF seront comblés, en temps et lieu. (2)

▶ Selon les Partenaires pour l'éducation en français, le sous-ministre adjoint du BEF assure la présence continue de la francophonie au sein de votre ministère en particulier, et du gouvernement en général.

I. W. : Je suis conscient du rôle historique du sous-ministre adjoint du BEF. Et je comprends l'inquiétude des Partenaires, qui veulent une voix francophone au sein du ministère. En fait, Jean-Vianney Auclair (ndlr, l'ancien sous-ministre adjoint du BEF) a une voix et une place d'honneur chez nous en tant que conseiller sénior au sein de la Division de l'éducation postsecondaire et du développement de la main-d'œuvre.

Et nous travaillons pour nous assurer que cette voix se fera encore entendre clairement. Éducation et Formation Manitoba est en pleine transformation. En plus des programmes de la maternelle à la 12e année, nous mettons plus d'accent sur la formation et les métiers au postsecondaire. Il y a toujours lieu d'assurer la voix francophone. Les opportunités sont là. En novembre, j'ai annoncé la création d'un programme d'apprentissage en électricité.

▶ Avez-vous discuté du rôle du BEF et de son sous-ministre adjoint avec Rochelle Squires, la ministre des Affaires francophones?

I. W. : Oui, j'ai communiqué le fait que nous allions réduire nos effectifs. Elle n'a exprimé aucune réserve. La ministre Squires est consciente du mandat de notre gouvernement. Elle sait que notre ministère doit prendre ses propres décisions. Comme elle doit prendre les siennes. Je ne lui ai pas suggéré comment elle devrait réduire son personnel.


Ian Wishart, le ministre de l'Éducation et de la Formation.

photo : Daniel Bahuaud

(1) Au moment d'écrire ces lignes, la date précise de la rencontre n'avait pas encore été déterminée.

(2) Il s'agit de l'agent responsable pour les statistiques et le calcul des subventions et du coordonnateur des services financiers.

Les Partenaires en détail

La coalition des Partenaires pour l'éducation en français est composée de partenaires clés dans le monde de l'éducation.

Ces partenaires sont : la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM), la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), la Société de la francophonie manitobaine (SFM), la Fédération des Parents du Manitoba (FPM), Canadian Parents for French – Manitoba (CPF), l'Université de Saint-Boniface et la Manitoba Teachers' Society (MTS), dont font partie les Éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba (ÉFM).

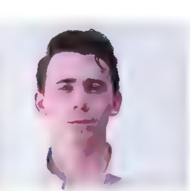
La Manitoba Association of School Business Officials, la Manitoba School Boards Association (MSBA), la Manitoba Association of School Superintendents et la Manitoba Association of Parent Councils, bien que signataires de la lettre du 3 novembre adressée à la Province, ne sont pas membres de cette coalition.

ERRATUM : Dans l'article « Un front commun donne la voix », paru à la page 6 de *La Liberté* du 15 au 20 novembre, l'Université de Saint-Boniface a été omise de la liste des Partenaires. Toutes nos excuses.

Le prochain Commissaire aux langues officielles pourrait être manitobain

Raymond Théberge : un choix discuté

Le Franco-Manitobain Raymond Théberge sera le candidat du gouvernement au poste de Commissaire aux langues officielles. Un choix déjà remis en question par Yvon Godin, un habitué du Commissariat aux langues officielles.


GAVIN BOUTROY

presse8@la-liberte.mb.ca

La Presse canadienne a appris le jeudi 23 novembre que Raymond Théberge est le candidat pressenti pour le poste de Commissaire aux langues officielles. Le gouvernement libéral n'a pas encore annoncé formellement sa candidature, ni confirmé la nouvelle au moment où le journal allait sous presse.

La candidate précédente, Madeleine Meilleur, ancienne ministre libérale en Ontario qui avait soutenu la campagne de Justin Trudeau, a retiré sa candidature après que certains avaient soulevé des inquiétudes sur son indépendance politique.

De plus, le gouvernement libéral n'avait pas consulté les chefs d'opposition sur sa nomination, une obligation selon la *Loi sur les langues officielles* depuis 2010.

Si sa candidature est confirmée, Raymond Théberge sera le premier Commissaire aux langues officielles issu d'une province autre que l'Ontario ou le Québec. Natif de Saint-Anne au Manitoba et ancien du Collège universitaire de Saint-Boniface, Raymond Théberge est actuellement recteur de l'Université de Moncton, poste qu'il occupe depuis 2012. De 2009 à 2012, il était sous-ministre adjoint, Division de l'éducation en langue française, de l'éducation des autochtones et de la recherche au ministère de l'Éducation et ministère de la Formation, des Collèges et Universités de l'Ontario.

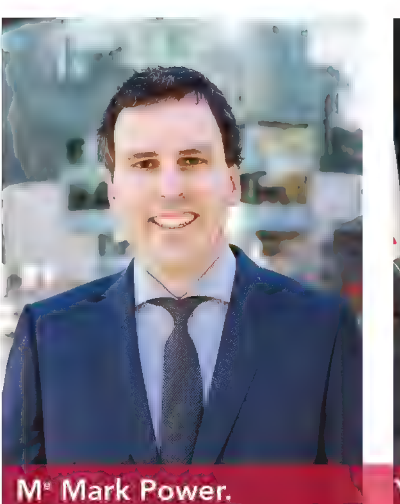
Pour le juriste spécialiste en questions linguistiques, Me Mark Power, c'est une candidature aux antipodes de celle de Madeleine Meilleur.

« Mme Meilleur avait passé les deux dernières années de sa vie en politique active. Avec M. Théberge, c'est exactement l'inverse. C'est quelqu'un qui, au cours des dix à 15 dernières années, n'était pas en politique active.

« M. Théberge est bien connu des communautés de langues officielles en situation minoritaire. Il a occupé un poste très exigeant en Ontario. Il était responsable de plus d'une centaine de milliers d'élèves de maternelle à la 12e année, en plus de programmes postsecondaires. De l'excellente préparation pour son nouveau poste, si la nomination est confirmée. Il sait naviguer des rouages administratifs complexes. Ce sont exactement les compétences qu'il lui faut. »

Yvon Godin, député NPD pour Acadie-Bathurst de 1997 à 2015, et ancien porte-parole en matière de langues officielles du parti, n'est pas convaincu de l'indépendance politique de Raymond Théberge. Il est l'auteur de plus 80 plaintes auprès du Commissaire aux langues officielles, plus de 90 % desquelles ont été retenues.

« M. Théberge a été sous-ministre adjoint du gouvernement libéral de l'Ontario dans le même gouvernement que Mme Meilleur. Il a travaillé avec Mme Meilleur quand elle était ministre responsable de la francophonie. Moi ça me pose problème. Avec tout le respect que j'ai pour M. Théberge. Dans le cas présent, je trouve qu'il n'y a pas de différence entre Mme Meilleur et M. Théberge.


Me Mark Power. Yvon Godin.
Archives La Liberté

« Les libéraux ont une maladie chronique, je n'en reviens pas. Le Commissaire aux langues officielles n'est pas un ombudsman, il ne fait pas que donner des conseils au gouvernement. S'il y a violation de la *Loi sur les langues officielles* et que le gouvernement ne réagit pas à ses recommandations, il peut amener le gouvernement devant la cour! »

Yvon Godin précise qu'il se soucie également du processus selon lequel Raymond Théberge a été sélectionné.

« Depuis 2010 le gouvernement est censé consulter l'opposition pour la nomination d'un agent du Parlement. Une consultation, c'est pour prendre en compte une opinion. Dans ce cas-ci, la décision est déjà prise, et le gouvernement n'a pas encore consulté les partis politiques. Même scénario qu'avec Mme meilleur. »

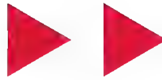


Les nouveaux visages du CA de la SFM

CHARLOTTE HÉBERT :

« Mon devoir premier, c'est envers toute la communauté »





Le nouveau conseil d'administration de la Société de la francophonie manitobaine compte 20 membres depuis le 12 octobre. À terme, ils seront 22.

Semaine après semaine, *La Liberté* s'entretiendra avec chacun d'entre eux pour mieux comprendre leurs priorités, leur parcours, leurs motivations. Et faire ainsi découvrir aux lectrices et lecteurs les porte-parole de la francophonie post-refonte.


BARBARA GORRAND

presse3@la-liberte.mb.ca

« Mona Audet, la directrice générale de Pluri-elles, m'a appelée. Elle m'a dit : *Charlotte, est-ce que ça t'intéresserait de...* Elle n'a pas eu le temps de finir sa phrase que je disais déjà oui! Je ne savais pas encore à quoi, mais il s'est trouvé qu'il s'agissait de représenter la clientèle des femmes au CA de la Société de la francophonie manitobaine. Tout un honneur. »

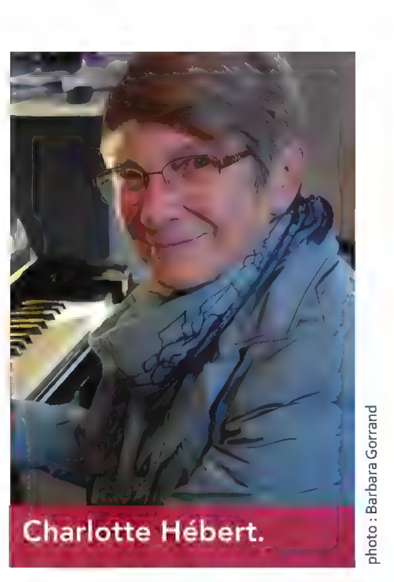
Elle est comme ça, Charlotte Hébert. Débordante d'énergie et toujours prête à s'investir. La retraite, pour cette psychologue de formation, c'est surtout l'occasion de faire toujours plus au sein de cette communauté qui lui a tant manqué.

À 20 ans, l'enfant de Saint-Boniface s'est envolée, Bac musical en poche, explorer les méandres de la psychologie humaine, d'Ottawa à Montréal, et jusqu'en Nouvelle-Zélande. « J'ai poursuivi ma carrière de psychologue. Que ce soit à l'hôpital Montfort d'Ottawa, où j'ai fait partie de la première équipe qui a composé le département de psychiatrie, ou encore à mon compte par la suite, en tant que psychologue et formatrice. Je n'ai jamais regretté mon choix. J'assume le fait d'être carriériste. Mais tout au long de ces années, j'ai toujours ressenti le manque de ma communauté. »

Aussi en 2015, sitôt à la retraite, Charlotte Hébert revient à la maison. « Je voulais être dans ma province, mon pays, ma francophonie. Je voulais retrouver ma *gang*. »

Avec l'envie de rattraper le temps, elle multiplie les implications. Dans ce bureau qu'elle loue, et où elle poursuit ses consultations une fois par semaine. Au CA des Éditions du Blé. Au CA de la Résidence Despins - Villa Aulneau. Au piano du CCFM - car Charlotte Hébert a aussi eu le temps de composer deux disques.

Et, depuis peu donc, au CA de la SFM. « Pour moi, le changement à la SFM est historique. D'un seul point de vue démographique déjà : sur les cinq membres du conseil exécutif, nous sommes trois femmes! Mais je ne peux pas seulement m'occuper des femmes : mon devoir premier, c'est envers toute la communauté. Et j'ai toute confiance en Christian Monnin, notre président, pour faire avancer les dossiers de la francophonie manitobaine. »


Charlotte Hébert.
photo : Barbara Gorrand

Un dévouement qu'elle explique le plus simplement du monde : « J'ai envie de donner de mon âme à ma communauté. De donner quelque chose qui va rester. »

L'éducation de nos enfants, on s'implique!

Aujourd'hui, la Division scolaire franco-manitobaine compte **23** écoles réparties sur l'ensemble de la province, **1** centre d'apprentissage pour adultes, **5 467** élèves et environ **900** membres du personnel (enseignants, auxiliaires, concierges et personnel administratif).

Depuis bientôt 25 ans, la DSFM offre des programmes de qualité et des services innovants pour assurer la réussite scolaire, identitaire et communautaire de ses élèves.

De la maternelle à la 12e année, elle s'adresse aux élèves de tous horizons et cultures ayant un point commun : **LE FRANÇAIS**.



Un brin d'histoire

L'éducation en français n'a pourtant pas toujours été permise au Manitoba. En 1916, la *Loi Thornton* y interdisait même tout enseignement en français. C'est seulement en 1970 que la *Loi 113* a rétabli ce droit, mais toujours sous la tutelle des districts scolaires anglophones.

En juillet 1993, le Manitoba a finalement adopté le projet de loi 34 visant à modifier la *Loi sur les écoles publiques*, incluant la création d'une division scolaire de langue française.

Après plus de 20 ans de lutte acharnée des parents et de la communauté franco-manitobaine, la Division scolaire franco-manitobaine était née!

Sa particularité : fournir un enseignement 100 % en français aux familles francophones ET opérer la gestion de ses écoles, en français.



Avery Wolchuk, 5e année, École Christine-Lespérance

« Quand je passe devant notre mosaïque, je me revois avec tous mes amis en train de travailler dessus. Ça renforce ma fierté de pouvoir parler deux langues et d'aller dans une école qui fait la promotion du français. J'apprécie vraiment d'être à l'École Christine-Lespérance. »

MERCI au Comité scolaire de l'École Christine-Lespérance pour avoir contribué au succès de notre mosaïque!

Saviez-vous que...

...à la DSFM, mon enfant peut aller à la maternelle à temps plein?

#Ensemble2020

Apprendre et grandir ensemble, c'est l'affaire de tous!

Site Web : DSFM.mb.ca

Courriel : dsfm@dsfm.mb.ca


DSFM.CSFM


DSFM_Officiel



CULTUREL

DEUX REGARDS SUR UNE PIÈCE

Une immersion spectaculaire des sens



Dehors est bien plus qu'un texte du Fransaskois Gilles Poulin-Denis et une mise en scène de Philippe Ducros, servis par une distribution hors pair.

C'est une immersion pour tous les sens dans un univers où règne la nature et où la misère se fait omniprésente.

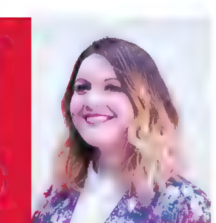
Après 14 ans d'absence, le retour d'Arnaud (Patrick Hivon), correspondant de guerre, à la ferme familiale suite au décès de son père, provoque une série de rencontres et de ruptures marquées par des coups de fusil, des altercations sous la pluie et des dialogues d'une intensité spectaculaire.

On nous révèle à l'aide de projections et d'enregistrements le drame du stress post-traumatique d'Arnaud et ses souvenirs d'Illiana (Isabelle Roy), qui incarne bravement la résilience des femmes touchées par la guerre. Les parlers colorés d'Armand (Robin-Joel Cool) et de Virginie (Marie-Ève Fontaine) renforcent avec une légèreté de ton leurs différences avec Arnaud.

Dehors nous laisse découvrir, au rythme de la forêt, les racines d'une famille soumise à la guerre.

Perdu dans le méli-mélo





« Attends, tout vient à temps. » La réplique quasi finale est belle, mais ne sauve pas vraiment *Dehors*. Il manquait décidément quelque chose à la trame de cette pièce volontairement déstructurée. Beaucoup de choses restent incomprises : le rôle du père, la présence des chiens, la forêt... Autant d'éléments dramatiques qui tombaient comme autant de cheveux sur la soupe, donnant, à force, l'impression d'une histoire trop recherchée. Comme si tout était lié, mais si peu clairement. Et l'on s'y perd.

Ce que l'on ne peut reprocher à cette production, ce sont ses comédiens, hors pair. Des reines et rois de l'articulation. Mention spéciale à Marie-Ève Fontaine, d'un véritable naturel, ainsi qu'à Robin-Joël Cool, d'une impeccable prestance. Mention doublement spéciale à Richard Thériault, absolument désopilant dans chacun de ses rôles.

Au-delà des subtilités de mise en scène agréables à l'œil et aux oreilles, le tout reste un peu trop sombre, trop confus. On se perd, non pas dans ce mélange de rêve et de réalité, qui reste assez subtil, mais dans le méli-mélo de cette histoire, qui ne passe pourtant pas si loin de la réussite. Bien dommage, *Dehors* ne marquera pas les esprits.

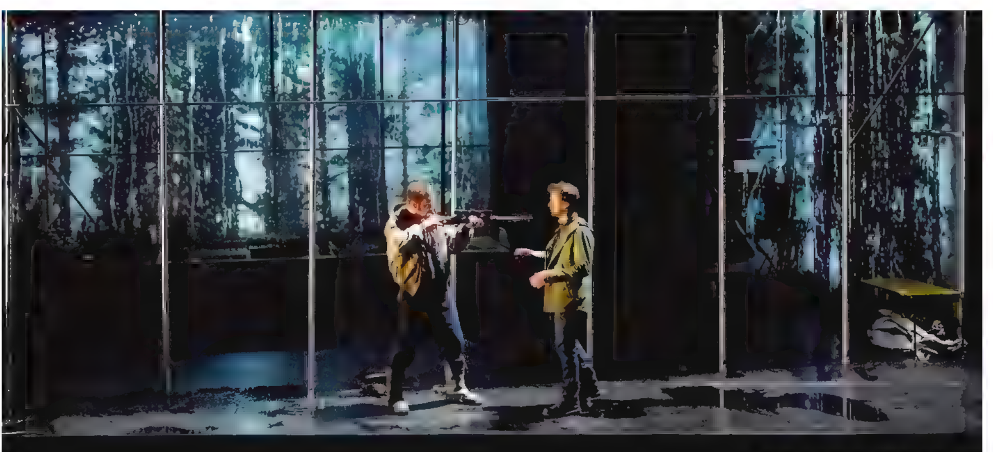


photo : Gracieuseté Maxime Côté

Dehors, et sa mise en scène de Philippe Ducros, est présentée jusqu'au 9 décembre 2017 au théâtre Cercle Molière, 340, boulevard Provencher. Renseignements : 204 233-8053 ou au www.cerclemoliere.com

SUDOKU

PROBLÈME N° 579

3	8							
	4							2
		1		9		7		
	5			2				8
	1				9	4		
			6					
6			1					
			4	6		8		3
		7		5	3			

RÉPONSE DU N° 578

4	1	2	8	6	5	3	7	9
5	7	9	3	2	4	1	8	6
3	8	6	9	7	1	2	5	4
8	9	4	5	1	6	7	2	3
7	6	5	2	3	8	4	9	1
2	3	1	4	9	7	8	6	5
9	5	3	1	8	2	6	4	7
6	4	8	7	5	3	9	1	2
1	2	7	6	4	9	5	3	8

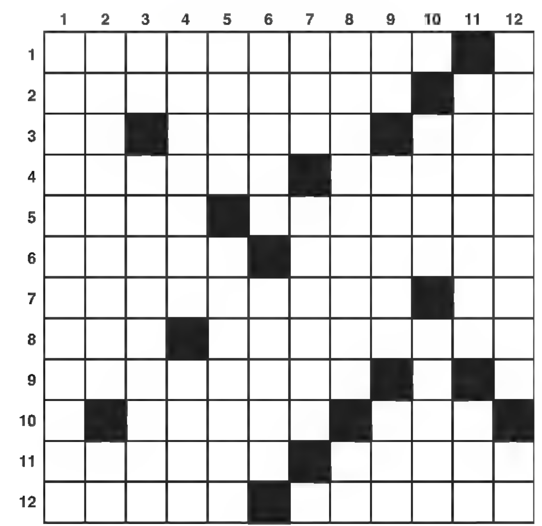
RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 948



HORIZONTALEMENT

1- Petite balle pour la chasse au gros gibier.
2- Qualité de celui qui se conduit en héros. – Personnel.
3- Infinitif. – Matière pulvérulente que l'on trouve dans le sol. – Tamis de crin.
4- Relative au virus. – Au billard, effet donné à la bille.
5- En outre. – Race de chat.
6- Sable mouvant (pl.). – Axes principaux de certaines algues.
7- Écrasais un adversaire. – Voyelles doubles.
8- Période. – Excitée, impatiente.
9- Ville de Belgique.
10- Rassasiés. – D'un goût acide.
11- Chaume qui reste après la moisson. – Groupes de sporanges.
12- Action d'enchâsser une pierre dans une monture. – Piste d'un cirque.

VERTICALEMENT

1- Éléments des anciennes fermetures de porte.
2- Toute personne qui recueille une succession. – Personnel.
3- Infinitif. – Renforcer.
4- Décidâmes par un vote. – Met en mouvement.
5- Monnaie du Cambodge. – Couleur verte.
6- Argiles. – Arrivée.
7- Action de lancer une balle. – Chamois des Pyrénées.
8- Fréquentative. – Possessif.
9- De naissance. – Exprimée, formulée. – Tache de rousseur.
10- Panneau de signalisation. – Intérêt perçu au-delà du taux licite.
11- Unies par le lien conjugal. – Étendue désertique.
12- Se dit des arêtes enlevées des truites. – Personnel.

RÉPONSES DU N° 947



CHRONIQUE

Nos Manitobaines *engagées*

Le projet de recherche intitulé ***Nos Manitobaines engagées*** réunira dans un livre les profils d'une centaine de Manitobaines qui ont contribué de façon marquante à l'épanouissement et à la vitalité de leur communauté. Initié par Michelle Smith et dirigé par Lise Gaboury-Diallo, ce projet a rapidement été endossé par un groupe de travail motivé, dont les autres membres sont : Aline Campagne, Louise Duguay, Suzanne Kennelly, Roland Lavoie, Papa Mbao, Bernice Parent et Karlee Sapoznik.

Cette chronique est l'extrait d'une entrevue qui met en lumière le riche parcours de vie de **DENISE BALCAEN**

Aline Campagne (AC) : Qu'avez-vous fait après avoir terminé la 12e année?

Après la 12e année, je suis rentrée à l'école des garde-malades de Saint-Boniface. J'ai fait trois ans là et après ma graduation, j'ai travaillé deux ans avant de déménager à Saint-Norbert. Là-bas, j'ai commencé une famille et je ne suis plus retournée au travail. J'avais un mari qui enseignait et qui était impliqué dans toutes sortes de choses. Alors, j'ai décidé de rester à la maison pour prendre soin des enfants. Parce qu'en ce moment-là, les garderies n'existaient pas. J'ai eu quatre enfants, il y a 11 ans de différence entre l'aînée et la plus jeune.

AC : Est-ce que vous avez regretté de laisser de côté cette carrière?

Non, je me suis impliquée dans d'autres choses, comme le bénévolat. Mon mari était bien impliqué dans l'organisme Développement et paix. Alors j'ai été très impliquée dans le Développement et paix pendant plus de 10 ans. Ensuite, j'ai participé à des comités culturels de notre paroisse. Quand mes garçons étaient beaucoup plus jeunes, j'ai été chef de scout pendant trois ou quatre ans avec mes garçons. Je me suis impliquée dans le Festival du Voyageur : je participais à la vente d'artisanat au soubassement de la Cathédrale. J'ai fait partie du comité exécutif du marché de Saint-Norbert pendant 10 ans. J'étais en charge des ventes d'artisanat à Noël. J'ai vendu au marché de Saint-Norbert pendant une dizaine d'années aussi. Je faisais de l'artisanat et j'en vendais. J'ai fait une variété de choses. Je suis aussi dans la chorale de Saint-Norbert depuis 1976. Et en ce moment, je suis bien impliquée avec la FAFM, la Fédération des aînés franco-manitobains, et le Club Oasis des aînés de Saint-Norbert.

AC : Alors qu'est-ce qui vous a motivée à faire tout ce bénévolat?

Je ne sais pas vraiment. Je n'ai jamais conduit, alors si je devais sortir de la maison, il fallait que je fasse des choses qui étaient du bénévolat la plupart du temps. Je n'ai jamais travaillé pour un salaire. Heureusement que j'avais un mari qui travaillait fort [rires]. Je suis une personne active, je n'aime pas l'oisiveté. J'ai beaucoup d'énergie, alors il fallait que je fasse des choses pour garder cette énergie. L'énergie, ça crée de l'énergie.

AC : Quels sont les faits marquants de votre bénévolat? Est-ce qu'il y a des choses plus intéressantes que d'autres que vous avez vécues?

J'ai aimé mon stage au marché parce que ça m'a permis de rencontrer beaucoup de monde. Quand on ne conduit pas on se sent un peu isolée du public. Alors le marché m'a aidée à fuir cette solitude. J'aime aussi mon engagement avec les aînés. Peut-être que c'est ma formation de garde-malades qui explique cela. Parce que je donne des cours d'exercices deux fois par année pour eux. Je donne de mon temps surtout pour les personnes qui sont seules. J'essaye de les faire sortir de leurs milieux et les encourager à participer à d'autres activités. Pour moi, c'est important.

Ce projet a reçu l'appui technique et financier de : l'Université de Saint-Boniface, La Liberté, la Winnipeg Foundation, *le Secrétariat des affaires intergouvernementales du Canada, le Centre du patrimoine et la Société historique de Saint-Boniface, l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française, la Fédération des aînés franco-manitobains, le Conseil jeunesse provincial, entre autres.*

SPORT

Raymond Bourque à Portage la Prairie contre les Terriers

« On compense avec notre expérience »

Raymond Bourque a beau avoir quitté la Ligue nationale de hockey en 2001, dans la colonne des défenseurs, il détient toujours les records pour les buts, les passes et les points. Depuis sa retraite, cette légende du hockey s'amuse à patiner avec les anciens des Bruins de Boston. Question de rester en contact avec les passionnés du sport.

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

Les 1er et 2 décembre, vous serez à Portage la Prairie pour jouer contre les Terriers… (1)

R. B. : J'aime beaucoup me rendre à des endroits où les gens n'auraient pas pu nous voir jouer quand on était dans la LNH. C'est vraiment le *fun*. On aide les communautés à lever des fonds pour des bonnes causes. À Portage la Prairie, c'est pour le Club Rotary et pour célébrer le 50e des Terriers. J'aime rencontrer le monde, parler hockey avec eux et faire un bon show sur la patinoire pour les divertir.

C'est quoi un bon show?

R. B. : Avant tout, c'est une question de s'amuser, d'être sociable et d'être respectueux des passionnés du hockey. Sur la glace avec les joueurs, et aussi après le match, avec le public. Les gens sont là pour nous voir jouer et pour nous rencontrer. On ne veut pas les décevoir. La clé, c'est le respect.

Vous jouerez avec d'autres grands des Bruins, comme Terry O'Reilley, Rick Middleton, Bob Sweeney et Chris Nilan. Y a-t-il un défi de jouer contre les Terriers?

R. B. : Les Terriers sont une excellente équipe de hockey junior. Au fil des années, l'équipe a remporté trois coupes Anavet et deux coupes RBC. C'est du solide. Alors le match sera compétitif. Et puis on vieillit. On ne peut plus patiner comme auparavant. Alors on compense avec notre expérience.

Un des plaisirs, pour le public, c'est de rencontrer leurs idoles d'enfance. Quelles ont été les vôtres?

R. B. : Je suis né à Montréal et j'ai suivi le Canadien dès mon très jeune âge. L'équipe a ensuite fait rêver le jeune Québécois que j'étais. Mes grandes idoles étaient le *Big Three* – Serge Savard, Larry Robinson et Guy Lapointe. Mon plus beau cadeau a été de jouer contre les trois. Et de jouer avec Lapointe à Boston et avec Robinson lors de la Coupe du Canada.

Représenter son pays, ça doit être toute une expérience…

R. B. : J'ai fait partie de l'Équipe Canada en 1981, 1984 et 1987 pour la Coupe Canada et en 1998 aux Jeux olympiques à Nagano. À chaque fois, c'était extraordinaire! C'est une autre émotion. Tu n'es pas là pour représenter une ville, mais tout un pays. C'est tout le Canada qui te suit et qui t'appuie. Surtout que pour nous, les Canadiens, le hockey,c'est notre sport.

Et puis avoir le privilège de jouer avec les meilleurs joueurs au monde, ça ne se décrit même pas. En 1987, quand on a défait la Russie pour remporter la Coupe, Mario Lemieux et Wayne Gretzky étaient avec moi sur la glace.

Votre parcours a certainement été remarquable. Dès votre première année vous remportez le trophée Calder, remis à la meilleure recrue de l'année…

R. B. : J'avais 18 ans. J'étais tellement heureux d'avoir été repêché des Éperviers de Verdun. Je me souviens de mon tout premier match. Le 10 octobre 1979, Boston a joué contre les Jets de Winnipeg. J'ai compté un but. Celui-là, on ne l'oublie jamais.

Et puis au camp d'entraînement, je portais le numéro 29. Je n'avais aucune idée qu'on me donnerait le numéro 7. Le numéro de Phil Esposito! J'ai porté ce numéro avec beaucoup de fierté, jusqu'en 1987, quand la LNH l'a retiré, pour rendre hommage à Esposito.

Vous avez joué pour les Bruins pendant 20 ans…

R. B. : J'ai toujours apprécié cette stabilité. J'ai trois enfants. Vivre à Boston m'a permis de m'enraciner dans cette ville. Je me suis fait des amis à l'extérieur du monde du hockey, surtout quand mes enfants avaient atteint l'âge scolaire. Et puis j'aime Boston. C'est une ville superbe, belle, riche en histoire, près de l'océan. Quand j'ai joué pour l'Avalanche de Colorado, de 1999 à 2001, je n'ai pas déménagé dans l'Ouest. Je suis resté à Boston.

Raymond Bourque : « Avoir le privilège de jouer pour son pays avec les meilleurs joueurs au monde, ça ne se décrit même pas. C'est tout le Canada qui te suit et qui t'appuie. »

photo : Gracieuseté les Anciens Bruins de Boston

Pourtant, c'est avec l'Avalanche que vous avez pu remporter une Coupe Stanley…

R. B. : Enfin tenir la Coupe Stanley après 22 ans dans la LNH, c'est une émotion que j'ai de la peine à décrire. On avait un bon mélange de vétérans, de leaders et de recrues qu'on pouvait développer. Du point de vue talent, l'Avalanche de 2000 à 2001 est la meilleure équipe que j'ai connue. Joe Sacik comptait beaucoup de buts et Patrick Roy était un gardien de but extraordinaire. On avait ce qu'il fallait pour battre les Devils de New Jersey…

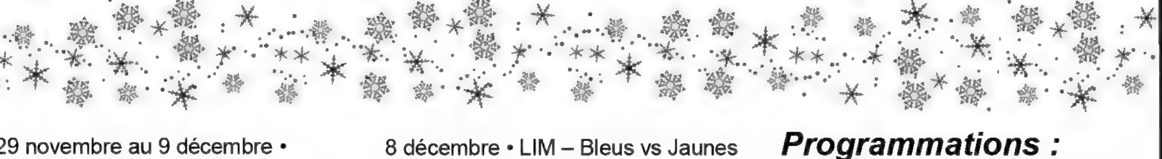
(1) Les anciens des Bruins de Boston affronteront les anciens Terriers de Portage la Prairie le 1er décembre à la Stride Place, à Portage la Prairie. Billets : 40 $. Le 2 décembre, le public peut rencontrer Raymond Bourque et les anciens Bruins au Banquet des Terriers au Canad Inns de Portage la Prairie. Renseignements : 204-870-1460 ou pmeier@miginsurance.ca

Le Calendrier communautaire

233-ALLÔ CENTRE D'INFORMATION

147, boulevard Provencher, Unité 106
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G2
204-233-ALLÔ (2556) 1-800-665-4443
Télec : 204-977-8551 233allo@sfm.mb.ca

Pour alléger le texte et permettre la publication d'un maximum d'évènements, seuls les détails principaux des activités figurent. Tous les détails sont affichés dans le Calendrier communautaire du 233-ALLÔ au www.sfm.mb.ca/calendrier



- 29 novembre au 9 décembre • Théâtre – Dehors • Théâtre Cercle Molière • 204-233-8053
- 30 novembre • Coup de cœur francophone – Saratoga et Sarah Toussaint Léveillé • CCFM • 204-233-8972
- 1er au 3 décembre • Retraite spirituelle avec Alain Dumont • Manoir de la Cathédrale • 204-233-2556
- 1er décembre • LIM – Verts vs Jaunes • CCFM • 204-233-8972
- 1er décembre • Les ateliers de la sexualité et les relations saines pour les jeunes • Université de Saint-Boniface • 204-233-0210
- 2 décembre • Village du Père Noël • CCFM • 204-233-8972
- 3 décembre • Chantons Noël! • Cathédrale Saint-Boniface • 204-237-5074
- 5 décembre • AGA – Comité culturel d'Île-des-Chênes • École régional Gabrielle-Roy • 204-878-2276
- 5 décembre • Mârdi jazz – Erin Propp & Laurent Roy • CCFM • 204-233-8972
- 7, 14 et 21 décembre • Avoir un bébé au Canada • Accès-Access Saint-Boniface • 204-940-1155
- 8 décembre • LIM – Bleus vs Jaunes • CCFM • 204-233-8972
- 10 décembre • Concert – Chants de Noël • Paroisse de Sainte-Anne-des-Chênes • 204-422-8823
- 12 décembre • Mârdi jazz – Les Ensembles de l'Université du Manitoba • CCFM • 204-233-8972
- 12 décembre • Soirée bibliothèque • Centre communautaire Sainte-Geneviève • 204-878-9488
- 14 décembre • Fête de Noël – Santé 55+ • Centre récréatif Notre-Dame • 204-793-1054
- 15 décembre • LIM – Verts vs Rouges • CCFM • 204-233-8972
- 17 décembre • Chantons Noël avec Renée Lamoureux • Église St-Joachim • 204-233-2556
- 19 décembre • Mârdi jazz – Niall Bakkestad-Legaré • CCFM • 204-233-8972
- 19 décembre • Soirée francophone • Strong Badger Coffeehouse • 204-500-1382
- 19 décembre • Souper de Noël – ÉMR • Canad Inns Windsor Park • 204-256-5337
- 22 décembre • Partie de cartes • Accueil Colombien • 204-233-0501

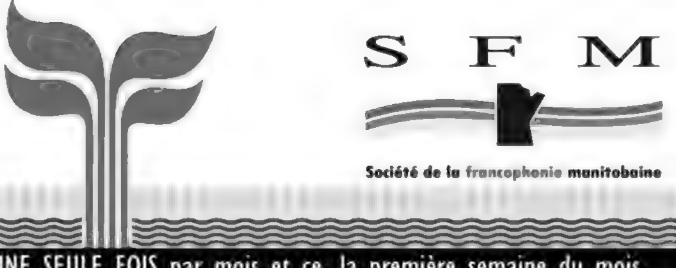
Programmations :

- **Lundis** • Cours de piano (Comité Culturel de Sainte-Anne)
- **Lundis** • En santé…ensemble
- **Mercredis** • Pratique – Blés au vent
- **Mercredis** • Conférence – Les migrations francophones dans les Amériques
- **Toutes les 2 semaines le mercredi** • Club Francs-Parleurs Toastmasters (Bilingue)
- **Jours de semaine** • CPEF
- **Jours de semaine** • Santé 55+

Expositions d'art :

- **Célébrations visuelles II** • La Galerie Buhler de l'Hôpital Saint-Boniface
- **D'une fenêtre à l'autre** • La maison des artistes visuels francophones
- **Fait Maison** • La maison des artistes visuels francophones
- **Résurgence** • Centre culturel franco-manitobain

Vous souhaitez annoncer votre évènement dans ce calendrier? Soumettez les détails de l'activité le mois précédant à 233allo@sfm.mb.ca



Le calendrier est publié dans le journal UNE SEULE FOIS par mois et ce, la première semaine du mois. Veuillez nous communiquer les détails de vos évènements du mois suivant, avant le dernier mercredi du mois.



Les élèves de La Source s'appuient sur la fiction pour apprendre à résoudre les conflits

Apprentissages – Littératie – Intégration



Après avoir étudié le livre *Wonder*, les élèves de la 5e à la 8e année de l'École La Source sont allés voir le film au cinéma.

Dans le cadre de leur cours d'anglais, les élèves de la 6e à la 8e année de l'École La Source ont étudié le livre *Wonder*. Écrit par R. J. Palacio, il raconte l'histoire d'Auggie, un enfant atteint d'une déformation du visage, et de son intégration à l'école qu'il commence à fréquenter en 5e année. Après avoir analysé l'ouvrage pendant plusieurs semaines, les enseignantes ont décidé de récompenser leurs classes en les emmenant voir le film au cinéma le jour de sa sortie en salles.

> *« J'ai appris que si quelqu'un se fait intimider, il faut rester avec lui et l'encourager à être fort. »*
> Mathiew Deblois, 7e année.

Pascaline Stevens, qui enseigne la classe de 7e et 8e année, est à l'origine de ce projet. « Dans notre école, nous avons instauré le programme Valeur, Identité, Communauté (VIC) il y a quelques années. Nous divisons les élèves en différents groupes, avec deux ou trois élèves de chaque niveau. Lorsque nous faisons des activités, nous utilisons les groupes VIC. Cela permet de travailler sur la solidarité et l'inclusion. Quand j'ai trouvé ce livre, j'ai remarqué qu'il contenait les valeurs de l'école, et abordait d'autres sujets importants, comme l'empathie. »

L'enseignante n'a pas hésité à partager sa trouvaille avec ses collègues des autres niveaux. « J'ai demandé aux enseignantes de 5e et 6e années si elles souhaitaient étudier le livre en même temps que moi. Et lorsque l'opportunité d'aller voir le film s'est présentée, le directeur, Darcy Simard, a autorisé la sortie avec plaisir. »

Pascaline Stevens a rapidement vu la motivation de ses élèves pour ce projet. « Certains élèves ont fait des travaux d'art à la maison. Dans les classes d'art, on a aussi travaillé autour du livre. On utilise l'étude de *Wonder* pour faire des apprentissages pluridisciplinaires avec le français, l'anglais, l'art et le programme VIC. »

Les élèves sont aussi plus enthousiastes à l'idée de résoudre des problèmes. « On a un programme de résolution de conflits pour que les élèves apprennent à résoudre les problèmes par eux-mêmes. Quand deux élèves sont en conflit, on les invite à s'asseoir ensemble avec une boîte de solutions. J'en ai vu plusieurs s'appuyer sur le livre pour résoudre les problèmes. À présent, quand on envoie les élèves résoudre des conflits, ils sourient et savent comme se mettre à la place de l'autre. »

Mathiew Deblois, en 7e année, a beaucoup aimé étudier cet ouvrage. « Ça parle d'intimidation, et de comment résoudre les conflits. J'ai appris que même si tu es différent, ça ne veut pas dire que les autres ont le droit de mal te traiter, et que si quelqu'un se fait intimider, il faut rester avec lui et l'encourager à être fort. »

Après avoir découvert l'œuvre sur deux médias différents, Mathiew a fait son choix : « J'ai préféré le livre. Il n'y avait pas d'images, mais c'était plus explicatif, et toutes les parties avaient du sens. On a une histoire complète, alors qu'elle est raccourcie dans le film. »

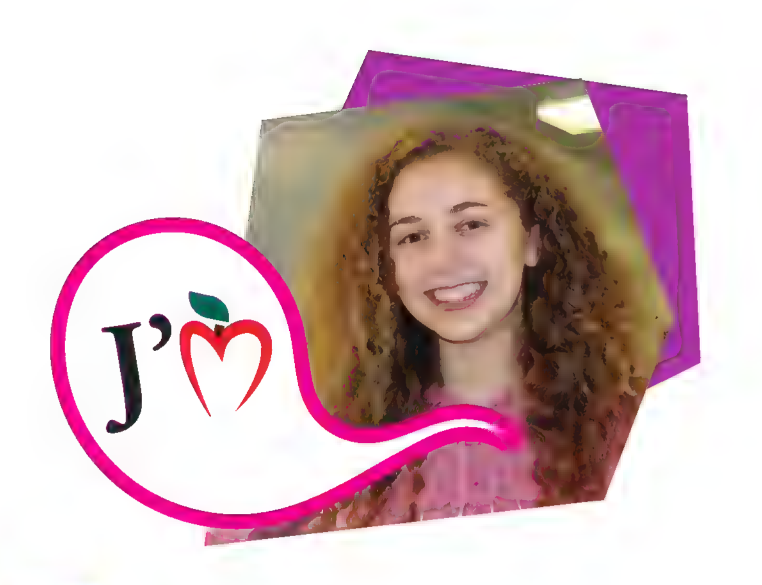
Allan Salas, en 5e année, a apprécié l'histoire. « J'ai beaucoup aimé quand les personnages ont accepté Auggie, même s'il est différent. J'ai appris qu'il faut accepter tout le monde et toujours être gentil. J'ai mieux compris le message après avoir vu le film. »



Martin Rochon.

Célébrons nos succès!

Du 23 au 25 novembre, le Centre scolaire Léo-Rémillard et le Collège Louis-Riel ont accueilli la compétition provinciale de volley-ball pour les équipes JV AAA filles et garçon. L'équipe féminine du Centre scolaire Léo-Rémillard et l'équipe masculine du Collège Louis-Riel ont représenté la DSFM. Le banquet du tournoi, organisé le 23 novembre, a permis de mettre en lumière les ensembles de jazz de Léo-Rémillard et de Louis-Riel.



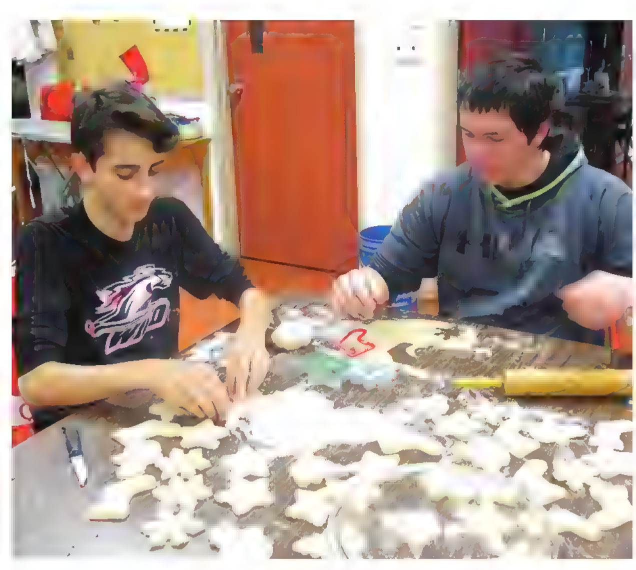
Chaelyse Comeault,
11e année,
École régionale Saint-Jean-Baptiste

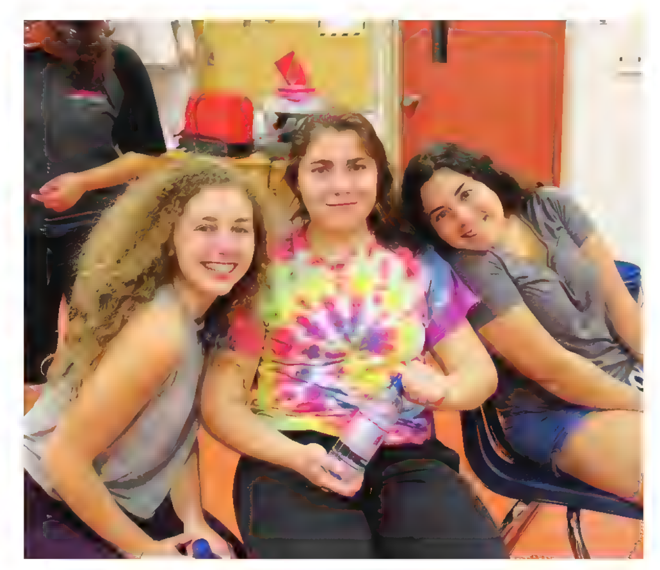
« À mon école, j’aime le fait que nous ne soyons pas nombreux. Dans certaines classes, nous avons des cours presqu’individualisés. Les choses sont plus faciles à comprendre parce que les enseignants ont plus de temps pour chacun d’entre nous. »

Lumière sur l’École régionale Saint-Jean-Baptiste

Les élèves de secondaire nouent des liens et s’unissent pour une bonne cause

Vie sociale – Solidarité – Amitié





Pendant deux jours les élèves de secondaire de Saint-Jean-Baptiste ont appris à se connaître et se sont unis pour soutenir leur camarade.

Lorsque le conseil étudiant de l’École régionale Saint-Jean-Baptiste a constaté que les élèves des différentes années communiquaient peu, il a pris les choses en main et a organisé un grand évènement pour que tous les élèves du secondaire apprennent à mieux se connaître.

Ainsi le 16 novembre, les élèves de la 9e à la 12e année ont été invités à une pyjamade. L’élève de 9e année Samuel Hicks, représentant de sa classe de 9e année au conseil étudiant, a participé à l’organisation de cette initiative. « On va tous à la même école, mais on ne se parle pas vraiment avant d’arriver en secondaire. Je pense que c’est bien d’apprendre à connaître les élèves qu’on croise tous les jours. »

> *« Je pense que c’était bien pour tout le monde de passer autant de temps ensemble. On se mélangeait pour les jeux, et c’était vraiment du plaisir. »*
>
> Samuel Hicks, 9e année.

Au cours de la soirée, les 25 élèves n’ont pas eu le temps de s’ennuyer. Danica Bérard, la présidente du conseil étudiant, raconte: « On a joué à des jeux de société, on a mangé de la pizza ensemble, et des membres des Jeunes manitobains des communautés associées (JMCA) ont organisé des grands jeux auxquels tout le monde a participé. »

Le lendemain, les élèves ont continué à tisser des liens en préparant des pâtisseries à vendre pour un prélèvement de fonds. Julianne Parent, en 9e année, y a participé. « L’équipe de hockey des Pembina Valley Twisters organisait une vente pour récolter des fonds pour la fibrose kystique. L’un de nos camarades de 12e année est atteint de cette maladie. Donc nous avons pensé que ce serait une bonne idée si tous les élèves du secondaire y participaient aussi. C’était amusant de voir tout le monde participer, comme une grande famille unie derrière un élève malade. »

De 9 h à 15 h 30, les élèves de Saint-Jean-Baptiste, répartis dans les cuisines de l’école, ont réalisé des gâteaux, des biscuits, des muffins, des cupcakes, etc. Kaylyn Edel, en 9e année: « On a fait une liste des ingrédients, et une enseignante est allée les chercher avec quelques élèves. On a dû retourner au magasin plusieurs fois, parce qu’on finissait toujours par manquer de beurre, de lait et de chocolat! »

Les pâtisseries ont été vendues le samedi à l’aréna de Morris, pendant la partie des Pembina Valley Twisters. « Nos pâtisseries ont permis de récolter plus de 700 $. Nous avons aussi organisé une tombola, qui a rapporté 300 $. L’élève de l’école atteint de fibrose kystique n’était pas avec nous. Mais quand il est revenu le lundi, on lui a offert des pâtisseries qu’on avait gardées pour lui. Je pense que ça lui a fait plaisir. »

Ces deux jours d’activités ont permis aux élèves de se rapprocher, et Samuel Hicks voit déjà la différence. « Je pense que c’était bien pour tout le monde de passer autant de temps ensemble. On se mélangeait pour les jeux, et c’était vraiment du plaisir. »

Pour Danica Bérard, c’était une excellente occasion pour que les filles de 9e année apprennent à connaître celles de 12e année. « En secondaire, il y a plus de filles que de garçons. J’avais l’impression que les filles de 9e et 10e années hésitaient à venir nous parler. Pendant ces deux jours, je pense qu’on a réussi à montrer aux plus jeunes qu’il ne faut pas avoir peur de nous. »





À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Le 1er décembre,
Championnat divisionnaire de Volleyball.

Du 4 au 6 décembre,
Camp Chauffez le four,
participants : élèves de la 7e et de la 8e année.

Du 6 au 8 décembre,
Camp Chauffez le four,
participants : élèves de la 7e et de la 8e année.

Le 7 décembre,
jeux de la LISTE, hôte PS,
visiteurs École Pointe-des-Chênes
et Collège Louis-Riel.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 29 novembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 20 décembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Du 25 décembre 2017 au 5 janvier 2018,
congé pour tous.

EMPLOIS ET AVIS



Superviseur(e) des opérations

Le Centre Flavie Laurent, en concertation avec son milieu, apporte aide et confort aux personnes démunies et vulnérables en redistribuant gratuitement des articles vestimentaires, meubles et biens de maison. Nous sommes à la recherche d'un(e) superviseur(e) des opérations.

Le Centre cherche quelqu'un qui veut travailler dans le domaine des services sociaux avec un organisme sans but lucratif. Vous avez de l'expérience à gérer et améliorer des programmes en plus d'avoir des connaissances de gestion du personnel ou des bénévoles. Vous aimez travailler avec une équipe, les clients et les bénévoles. Le poste est rémunéré selon les échelles établies.

Vous êtes priée de faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse courriel : **fl@cflc.info**.

Pour de plus amples renseignements sur le poste visitez le **www.cflc.info/nouvelles**





Le Festival du Voyageur inc. est à la recherche de plusieurs personnes pour combler une variété de postes pour l'organisation de la fête hivernale 2018.

OPÉRATIONS	
Coordonnateur(trice) des inventaires	23 janvier au 10 mars 2018
Coordonnateur(trice) des inventaires	30 janvier au 3 mars 2018
Adjoint(e) – inventaires (2 postes)	6 février au 24 février 2018
Animation au Programme scolaire de la Great-West (plusieurs postes)	16 et 20 au 23 février 2018
Préposé(e) au Programme scolaire de la Great-West	6 février au 10 mars 2018
MARKETING/VENTES	
Adjoint(e) à la direction du marketing	2 janvier au 3 mars 2018
Adjoint(e) aux ventes	9 janvier au 3 mars 2018
Coordonnateur(trice) de la marchandise	30 janvier au 3 mars 2018
Mascotte	16 au 25 février 2018
Accompagnateur(trice) de la mascotte	16 au 25 février 2018
PARC DU VOYAGEUR	
Ouvrier(ère) – Parc (13 postes)	2 janvier au 10 mars 2018
Adjoint(e) aux opérations du parc (2 postes)	5 décembre 2017 au 24 mars 2018
Bartender (plusieurs postes)	16 au 25 février 2018
FORT GIBRALTAR	
Préposé(e)	30 janvier au 3 mars 2018
Préposé(e)	30 janvier au 24 mars 2018
Interprète (plusieurs postes)	16 au 25 février 2018

Pour une description des postes, visitez le **www.heho.ca.** Si vous êtes intéressé(e) à l'un de ces postes, veuillez faire parvenir votre curriculum vitæ par courriel, **avant le 11 décembre 2017**, à **emplois@heho.ca**

Seul(e)s les candidat(e)s choisi(e)s seront contacté(e)s pour une entrevue.
Financement offert par le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba.

RECYCLER AU MANITOBA

Donnez votre avis

sur trois plans de programmes de gestion

Le gouvernement du Manitoba examine trois nouveaux plans proposés pour le recyclage et la collecte de produits désignés.

En vertu des règlements d'application de la Loi sur la réduction du volume et de la production des déchets, les organisations axées sur la responsabilité des producteurs ont soumis trois plans de gestion des produits concernant le recyclage et l'élimination sans risque des matériaux désignés.

Nous voulons connaître votre avis

Développement durable Manitoba veut savoir ce que vous pensez des plans des programmes de gestion suivants :

- Recycle Everywhere (programme de recyclage des contenants de boissons vides);
- Programme de gestion des produits et matériaux d'huile usagés;
- Recycle mon cell (programme de recyclage des téléphones cellulaires).

Vous pouvez consulter les plans à **www.manitoba.ca/sd/wastewise/stewardship-plans.html** ou à **www.manitoba.ca/sd/eal/registries/index.html** (en anglais seulement). Vous pouvez aussi commander des exemplaires imprimés en téléphonant au 204 945-0331 ou en envoyant une télécopie au 204 945-4552.

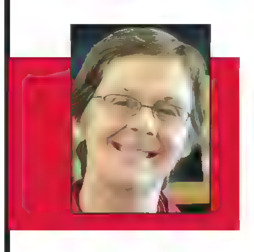
La date limite pour exprimer votre avis est le 20 janvier 2018.

Veuillez fournir vos commentaires par courriel à **stewardship-plans@gov.mb.ca** ou par écrit à :

Avis sur les plans de programmes de gestion
À l'attention de Barbara Isaacs
Développement durable Manitoba
200, croissant Saulteaux, C.P. 38
Winnipeg (Manitoba) R3J 3W3



COMMUNAUTAIRE



CHRONIQUE RELIGIEUSE

DIANE BÉLANGER

Le baptême des petits enfants

En août dernier, le groupe *RAD* de Radio-Canada, Montréal, publiait des statistiques que nous connaissions déjà : le pourcentage des parents catholiques qui font baptiser leurs enfants est en décroissance. Dans ce dossier-reportage, on nous faisait entendre les points de vue de deux mères catholiques qui ont décidé de ne pas faire baptiser leurs enfants et ceux d'une mère musulmane et d'une autre, de religion juive, qui témoignaient qu'elles soulignent toujours la naissance de leurs enfants par une célébration religieuse. Cependant, le groupe RAD a omis d'inclure dans la discussion, des mères catholiques qui font encore baptiser leurs enfants.

Afin de pallier cette omission de nos radios et télévisions d'État, j'ai été interpelée à *compléter* ce dossier-reportage en posant la question suivante à deux jeunes mamans et à deux jeunes papas catholiques d'ici (car on avait également omis d'interviewer des pères, comme si ceux-ci étaient complètement absents de la sphère du religieux et n'avaient rien à dire sur la question du baptême de leurs enfants) : « *Pourquoi faites-vous baptiser vos enfants en 2017?* » Voici leurs réponses :

Nicole Beaudry-Gabra: « Nous offrons toutes sortes de cadeaux aux bébés. Et ce, même s'ils n'ont aucune idée de leur valeur. Quoi de plus précieux que le cadeau de la grâce de Dieu qui aidera dès aujourd'hui, à leurs cœurs tendres et ouverts, à répondre « oui » à l'invitation de Dieu de le rejoindre pour l'éternité dans son Royaume? Ce sera à eux de découvrir la valeur de ce cadeau, petit à petit, tout au long de leur vie. »

Sophie Freynet-Agossa: « J'ai choisi de faire baptiser mes enfants car je veux qu'ils soient pleinement immergés dans la foi chrétienne que j'aime et à laquelle j'adhère. J'espère qu'ils prendront conscience, à travers leur expérience d'appartenance à l'Église catholique, de toute la beauté qui s'y retrouve. Une fois grands, le choix sera évidemment le leur de continuer ou non d'adhérer personnellement à la spiritualité chrétienne, mais au moins ils sauront à quoi ils renonceront - ou ce qu'ils s'approprieront. »

Lionel Demers : « J'ai choisi le sacrement du baptême pour mes quatre enfants car je crois que le baptême par l'eau nous sauve. Le baptême pour moi, comme père de famille, symbolise une étape de foi importante. C'est un moment de célébration et de franchissement. Un papa doit protéger ses enfants et je crois sincèrement que ce sacrement confie mes enfants à Dieu qui les bénit. »

François Grenier : « En tant que parent, je crois que le plus beau cadeau que j'aie pu faire à mes enfants, c'est de les avoir conduits à l'église pour recevoir le baptême. Ensuite, avec l'aide de l'Esprit Saint, nous travaillons à leur transmettre la foi et à faire ressortir les grâces du baptême tout au long de leur vie. Pierre nous enseigne que nous sommes tous invités à faire ceci, quand il dit : « Que chacun de vous soit baptisé au nom de Jésus Christ… Vous recevrez alors le don du Saint-Esprit… Car la promesse est pour vous, pour vos enfants. » Actes 2, 38-39. Nous, comme parents, avons la responsabilité de vivre la promesse que nous faisons devant Dieu en son Église, en acceptant la responsabilité d'élever nos enfants dans la foi, de les guider à garder les commandements et de leur apprendre à aimer Dieu, ainsi que leur prochain. Le baptême, c'est simple. C'est le vivre qui est un défi. Comme famille, nous surmontons ce défi seulement en nous laissant guider par l'Esprit Saint. »

Je remercie nos quatre jeunes parents catholiques pour leurs beaux témoignages et j'en profite aussi pour lever bien haut mon chapeau au journal *La Liberté* lequel, à travers sa *Chronique religieuse*, offre aux personnes authentiquement engagées dans leur foi et dans leur religion, un espace et une tribune où elles peuvent librement exprimer leur point de vue dans la sphère publique.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

L'ancienne église de Letellier sera vendue

L'entretien du cimetière paroissial sera assuré

La paroisse Saint-Pie a cessé d'exister en 2015. L'ancienne église, qui date de 1967, a récemment été mise sur le marché. Sa vente à un particulier est en cours. Le point sur la situation.

Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Niché à l'intersection des autoroutes 75 et 201, Letellier affiche une population d'environ 200 personnes. Lorsque la paroisse a fermé ses portes en 2015, le nombre de paroissiens était estimé à une dizaine. Un particulier a l'intention de convertir l'ancienne église en résidence privée.

L'économe de l'archidiocèse de Saint-Boniface, Richard Fréchette, explique que le lieu a dû être désacralisé.

« L'église a suivi un rituel de désacralisation, effectué par l'évêque, pour en faire un lieu d'utilisation profane. La pierre de l'autel, les reliques et les autres objets sacrés, comme les calices, ont été enlevés. »

Si l'église de la paroisse fondée en 1889 (première église construite en 1879) est devenue un lieu profane, c'est pour s'assurer que le cimetière reste un lieu sacré. La recette de la vente de l'église, affichée à 99 900 $, sera placée dans une fiducie. L'économe de l'archidiocèse précise : « Les intérêts perçus sur la vente de l'église serviront à l'entretien perpétuel du cimetière de l'ancienne paroisse de Saint-Pie. »



Richard Fréchette est l'économe de l'archidiocèse de Saint-Boniface.

Archives La Liberté

Pareillement, les terrains autour de l'église de l'Enfant-Jésus à Richer avaient été vendus en 2015, afin de créer une fiducie pour l'entretien du cimetière. Des résidents avaient alors dénoncé le démantèlement du patrimoine du village.

Pour Richard Fréchette, les défis des paroisses francophones du Manitoba rural ne sont pas symptomatiques d'une église en crise.

« Chaque paroisse change avec le temps. Si dans certaines paroisses nous avons une décroissance, dans d'autres il y a une croissance. Par exemple, nous avons construit une nouvelle église vietnamienne pour quatre millions de dollars. Elle a ouvert ses portes cet été, et elle est magnifique.

« Letellier, dans les années 1950 et 1960 était un village de familles de fermiers. Un père, une mère, et six à dix enfants. La majorité était francophone. Ça ne prenait pas beaucoup de monde pour remplir l'église. [L'église pouvait recevoir environ 100 personnes assises, ndlr.]

« La ferme moyenne était de 600 à 1 500 acres. De nos jours, la ferme moyenne dans la région fait entre 10 000 et 15 000 acres. Et maintenant une famille moyenne, c'est un père, une mère et deux enfants. »

« Le visage du diocèse change avec le temps. L'église est toujours la dernière à fermer ses portes, dans la vie d'un village. »

En février 2017, l'hôtel de Letellier avait été détruit par un incendie, peu après la célébration de son centenaire. Début novembre, Caisse Groupe Financier a annoncé la fermeture de sa succursale à Letellier, en raison du faible nombre de transactions à cette succursale.

La messe continuera à être dite en français à Saint-Joseph et Saint-Jean-Baptiste, villages situés à proximité de Letellier.

LES PETITES ANNONCES



DIVERS

REMERCIEMENTS à Sainte-Anne-de-Beaupré pour faveur obtenue. D.L.
398-

REMERCIEMENTS à Saint-Antoine pour faveur obtenue. M.C.
399-

RECHERCHE

MAISON, style bungalow au Parc Windsor, de 1 000 à 1 200 pi², bien entretenue et propre avec garage double. Composez le 204-422-6880.
396-

Pour placer vos petites annonces, appelez le 204-237-4823

AVIS DE DÉCÈS

Paul Vielfaure
Le 30 juillet 1958 - le 23 novembre 2017



C'est avec grande tristesse que nous annonçons le décès soudain de notre cher papa, pépère et époux. Paul, âgé de 59 ans, a rejoint ses parents Solange et Albert le jeudi 23 novembre 2017.

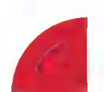
Les préparatifs pour les funérailles seront sous la direction du Salon mortuaire Desjardins.

Une nécrologie plus détaillée suivra.

À VOTRE SERVICE



Un pas de plus vers 2020



Rapport à la collectivité de la Division scolaire franco-manitobaine

Il y a un an, la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) lançait son plan stratégique *Ensemble 2020*. Le bilan de la première année du plan stratégique est ici présenté sous forme de rapport à la collectivité.

De concert avec les communautés scolaires et nos partenaires communautaires, l'équipe de la DSFM a assemblé les éléments nécessaires pour assurer la réussite scolaire, identitaire et communautaire de chacun de nos élèves.

Dans ce cahier, découvrez nos actions, nos réalisations, nos succès, nos premiers pas vers 2020.

Apprendre et grandir ensemble

Les commissaires de la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM)



Yolande Dupuis
Région Est



Suzie Lemoine
Région Est



Adrien Grenier
Région Est



Bernard Lesage
Région Nord et Ouest



Antonio Simard
Région Nord et Ouest



Denis Clément
Région Sud



Joel Lemoine
Région Sud



Jean-Michel Beaudry
Région urbaine



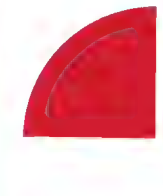
Michel Boucher
Région urbaine



Patrick Fortier
Région urbaine



Michel Simard
Région urbaine



MOT DU PRÉSIDENT

Une année charnière pour l'avenir



Bernard Lesage, président de la Commission scolaire franco-manitobaine (CSFM)

« La première année de notre nouveau plan stratégique se termine. C'est donc, bien évidemment, une année charnière pour l'avenir. Lorsqu'on débute un nouveau plan stratégique, on tourne une dernière page et débute un nouveau chapitre. Tous doivent ramer dans une même direction, c'est un travail qui ne peut se faire seul et il est beau de voir l'implication de chacune de nos communautés scolaires!

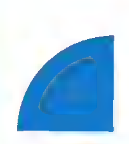
De par notre mandat d'école francophone en milieu minoritaire, nous reconnaissons l'importance de l'éducation au niveau culturel de la francophonie manitobaine et nous cherchons à l'accomplir d'une manière divisionnaire, tout en respectant les couleurs locales. C'est pourquoi notre souhait est que chacune de nos communautés scolaires continue de s'exprimer dans cette grande famille de la francophonie.

« Je pense qu'une des grandes clés de la réussite de nos écoles est notre personnel. »

Je pense qu'une des grandes clés de la réussite de nos écoles est notre personnel. Lorsqu'on demande aux élèves qui influence leur scolarité, la grande majorité parle des enseignants ou des auxiliaires, des intervenants de premières lignes, mais il ne faut pas oublier non plus l'impact de tous ceux et celles qui travaillent dans l'ombre. Aussi, je ne peux passer sous silence l'importance d'une réelle collaboration positive entre parents et école; c'est le concept de base d'une école en santé.

Une autre de nos forces tourne autour de nos fructueux partenariats en éducation : que ce soit Pluri-elles, Caisse Groupe Financier, le Conseil de développement économique des municiaplités bilingues du Manitoba (CDEM), la Fédération des parents du Manitoba (FPM) et tous les autres partenaires qui œuvrent à complémenter l'offre de service éducatif auprès de nos élèves, on peut dire sans se tromper que notre plan stratégique connaît ses premières réussites.

Il reste toujours des défis à relever au niveau des infrastructures, mais pour une année aussi importante, c'est un très bon début. On veut s'assurer de refléter, que ce soit au niveau local ou divisionnaire, les trois axes définis par la Commission scolaire franco-manitobaine qui visent la réussite scolaire et éducative, l'aspect communautaire et la construction identitaire, tout en gardant en ligne de mire notre principal objectif : offrir une éducation de qualité à notre population estudiantine. »



LA DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE EN 2016

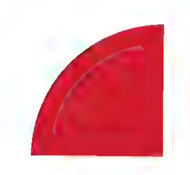
5 467 élèves

23 écoles

86 % taux de diplomation

2,32 % taux de croissance

1 Centre d'apprentissage pour adultes



MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Développement durable rime avec langue

« Nous tirons le bilan d'une très grosse année, synonyme de franc succès. Un concept-clé, central à notre mission, se démarque : le sentiment d'appartenance. Cela se reflète dans notre sondage de satisfaction. Un sondage qui nous permet de tirer des conclusions sur nos pratiques quotidiennes, en toute transparence, car il s'agit de questions qui sont posées tant aux parents, au personnel qu'aux élèves.

Et que nous disent les résultats de ce sondage? Nous constatons que nos résultats se sont maintenus sur la quasi-totalité des 60 catégories de ce questionnaire, avec les mêmes éléments de satisfaction sur les trois dernières années : les jeunes se sentent en sécurité dans nos écoles, les parents voient un travail efficace, le personnel est appuyé et valorisé.



Alain Laberge, directeur général de la DSFM

« Les jeunes se sentent en sécurité dans nos écoles, les parents voient un travail efficace, le personnel est appuyé et valorisé. »

L'emphase est mise sur la réussite de nos élèves, grâce à un système de réponse aux interventions (RAI). Chaque élève reçoit dans sa classe un enseignement qui lui est destiné, dans lequel sa personnalité est mise en avant et ses besoins sont répondus.

Des ponts sont créés avec la communauté. Les alliances, nouvelles ou anciennes, aident à accomplir de manière productive de nombreux projets : on parle de camp d'été avec l'Accueil francophone, on parle nutrition avec Pluri-elles, on parle toponymie avec l'Association culturelle franco-manitobaine et sans compter notre travail quotidien avec l'Université de Saint-Boniface.

Grâce aux axes de notre nouveau plan stratégique, nous peaufinons nos activités culturelles, artistiques et sportives et nous voyons un bel engagement de la part des jeunes. La construction identitaire prend tout son sens lorsque les élèves sortent ainsi de leur isolation pour se rassembler, se retrouver, devenir des leaders et redonner à la communauté.

Le développement durable est aussi une part importante de nos objectifs. Nous voulons aller plus loin et nous assurer que la prochaine génération ira dans la même direction. Car développement durable veut dire environnement, mais aussi justice sociale, prospérité économique, monde équitable et bien sûr, la langue. Puisqu'en effet, le cœur de notre mission est de faire perdurer la langue. »

Prendre appui sur les forces et aller plus loin

À l'automne 2016, la DSFM a dévoilé son nouveau plan stratégique. Louise Legal-Perrin, la directrice du service de la programmation, revient sur la conception de ce plan ambitieux. « Nos objectifs pour les années à venir sont réalisables. Nous bâtissons sur ce que nous avons déjà et approfondissons d'avantage les différents axes. »

Avant l'élaboration de ce plan, toutes les écoles travaillaient déjà sur certains des objectifs au niveau local. « Les établissements sont à différents niveaux dans les objectifs du plan stratégique. Ils ont donc eu à analyser leurs forces et identifier les domaines dans lesquels ils avaient besoin de s'améliorer. »



Louise Legal-Perrin, directrice du Service de la programmation

« Les enseignants, les auxiliaires, les conseillers... ont tous un objectif précis pour pleinement jouer leur rôle auprès des élèves »

La division scolaire a déterminé des objectifs spécifiques pour chaque intervenant. « Les enseignants, les auxiliaires, les conseillers… ont tous un objectif précis pour pleinement jouer leur rôle auprès des élèves. La première année nous a permis de prendre confiance et d'identifier la place où on se trouve pour planifier les interventions nécessaires. » Afin d'appuyer les enseignants en salle de classe, la DSFM a créé de nouveaux postes, les enseignants leaders pédagogiques. « Ils accompagnent les enseignants pour parfaire les pratiques. Nous avons organisé un sondage pour savoir si ces personnes comblaient les besoins des enseignants, et avons reçu des rétroactions très positives. »

Les enseignants leaders pédagogiques sont assignés à des écoles où ils se rendent une fois par semaine, s'entretiennent avec les enseignants et observent la pratique en salle de classe. « Après l'observation, ils établissent une planification en collaboration avec les enseignants pour les aider à rendre leurs pratiques pédagogiques plus efficaces. Les enseignants leaders pédagogiques desservent toutes les écoles. »

Au-delà de ces nouveautés, la DSFM continue à travailler sur ses grandes priorités : la numératie et la littératie. « Depuis quelques années, nous travaillons sur des ressources pour aider les enseignants à comprendre le développement de l'oral pour tous nos élèves. Cette année, nous avons implanté ces ressources dans les écoles.



RÉSULTATS DU SONDAGE DE SATISFACTION RÉALISÉ EN 2016

94 % des membres du personnel de la DSFM estiment que les résultats visés de leur école ou services sont pertinents. Une hausse de 4 % depuis 2013.

Le personnel de la DSFM dit à 91 % que les résultats visés par la DSFM sont pertinents. Une hausse de 5 % depuis 2013.

86 % des membres du personnel de la DSFM pensent que la culture de travail, les politiques et les procédures favorisent l'amélioration continue. Une hausse de 6 % depuis 2013.

Le personnel de la DSFM s'entend à 88 % pour dire que grâce à son leadership, la DSFM aide à renforcer l'identité culturelle et communautaire. Une hausse de 6 % depuis 2013.



Pour une réussite s

Plus qu'une histoire de chiffres



La collaboration est un des premiers facteurs visant à soutenir la réussite mathématique des élèves. C'est pourquoi, dans le cadre de la réussite en numératie à l'école, les enseignants sont appelés à collaborer, à partager, à apprendre ensemble. « C'est important d'identifier les forces et les lacunes des élèves et de connaître ce que les collègues ont fait auparavant pour mieux suivre les apprentissages », indique Dany Gravel, coordonnateur du cycle intermédiaire.

« La communication est très importante pour les mathématiques. »

Ensuite, il est important d'enseigner une démarche de résolution de problèmes, pour stimuler les élèves à développer leurs habiletés mathématiques liées à leur quotidien. « Nous utilisons la stratégie ARC, qui reprend les trois étapes nécessaires dans la résolution de problèmes : Analyse de la situation, Résolution du problème grâce aux stratégies apprises, puis Communiquer les informations, indique Deny Gravel. Et les chiffres confirment l'efficacité de cette démarche : de 2014 à 2017, la progression des résultats dans ce domaine est remarquable puisqu'elle est de 29 % chez les élèves de la 4e année et de 27 % chez les élèves de la 8e année. »

La DSFM s'est aussi munie d'une licence numérique pour que tous les élèves de la 3e à la 9e année puissent faire des mathématiques pendant l'été : NETMATH. « Sur internet, les jeunes peuvent jouer avec les mathématiques, comprendre des concepts, mais aussi se faire aider par leurs parents, explique Deny Gravel. De plus, avec cet outil, les enseignants sont en mesure de diagnostiquer et d'accompagner les élèves selon leur niveau d'apprentissage. »

À l'École Noël-Ritchot, on veut s'assurer que tout le monde a un langage commun en numératie, pour assurer la bonne compréhension des mathématiques. « La communication est très importante pour les mathématiques, confie Nicole Lacoste Chénier. C'est pourquoi on applique dans notre école la démarche ARC, de la 1re à la 8e année. C'est une formule qui fonctionne très bien dans nos salles de classe, qui permet aux élèves d'avoir un point de repère et d'avoir une meilleure maîtrise des nouveaux concepts. »

Trouver l'écrivain caché de chaque enfant

Certaines écoles ont décidé dans leur planification stratégique de se focaliser sur la plume et le profil littéraire de leurs élèves. Afin d'aller de l'avant dans ces domaines de littératie, un projet de formation d'écriture pour les enseignants de la maternelle à la 8e année est mis en place. Le but de ce projet est d'accompagner les enseignants et les enfants vers les six aspects de l'écriture : les idées, le choix de mots, la structure du texte, les phrases et leur fluidité, les conventions linguistiques et le fait de donner une voix à son texte.

« On veut encourager les enfants à voir qu'ils ont beaucoup d'histoires à raconter, de connaissances à partager et d'opinions à exprimer. »

« On veut encourager les enfants à voir qu'ils ont beaucoup d'histoires à raconter, de connaissances à partager et d'opinions à exprimer, partage Joanne Dumaine, coordonnatrice du cycle jeune enfance. On fait en sorte qu'ils écrivent pour un lecteur, car l'écriture, bien qu'un art solitaire, est en même temps très social. La fréquence de l'écriture est aussi importante. Plus les enfants écriront, plus ils se sentiront comme des auteurs, plus leur écriture s'améliorera. »

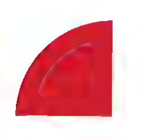
Que ce soit pour les gribouillis des maternelles ou les plus longs textes des élèves de la 8e année, un point reste important : célébrer les œuvres des enfants. C'est ce que fait Janelle LaFlèche, enseignants à l'École Taché, quotidiennement avec ses élèves. « On lit des livres, puis on en discute et on écrit à ce sujet avec les élèves. On leur donne tous les outils dont ils ont besoin sur une base quotidienne. Tout le monde, autant les enseignants que les auxiliaires, s'aligne sur la même stratégie, qui est excellente, car nous voyons vraiment de rapides progrès chez les enfants, tout au long de l'année scolaire. »



RÉSULTATS DU SONDAGE DE SATISFACTION RÉALISÉ EN 2016

88 % des parents disent que l'école parvient à bien préparer leur enfant à sa future carrière. Une hausse de 16 % depuis 2013.





Les enseignants leaders pédagogiques : de l'aide pour des pratiques plus efficaces



Virginie M., enseignante et Gisèle Bosc, directrice de l'École régionale Notre-Dame.

Dans son nouveau plan stratégique, la DSFM a prévu de nouveaux postes : les enseignants leaders pédagogiques. « Nous sommes là pour appuyer les enseignants dans tous les aspects de la classe, indique Shelly Roy, de la gestion de classe à la pédagogie. Nous les aidons à partager des stratégies gagnantes préconisées par la DSFM. Nous les rencontrons régulièrement pour atteindre des objectifs que nous fixons ensemble, puis faisons un suivi pour voir ce qui fonctionne ou pas. »

« Le leader pédagogique est une aide humaine qui est là pour apaiser, encourager et aider à se sentir bien dans le système. »

À l'École régionale Notre-Dame, l'enseignante Virginie M., nouvelle à la DSFM, a bénéficié de l'appui de Shelly Roy. « Le leader pédagogique est une aide humaine qui est là pour apaiser, encourager et aider à se sentir bien dans le système. C'est un enrichissement qui m'a rendue plus confiante comme enseignante. »

Le temps que Virginie M. a passé avec Shelly Roy lui a permis de développer de nouvelles pratiques en salle de classe. « Elle m'a fait découvrir les outils utilisés par la DSFM, comme Grammaire 3D, que j'ai vraiment pu m'approprier et faire évoluer selon les besoins de mes élèves. Ça a été facile à adapter à ma classe. J'ai aussi découvert l'utilisation du mur de mots. »

RÉSULTATS DU SONDAGE DE SATISFACTION RÉALISÉ EN 2016

Les parents sont d'accord à 93 % pour dire que l'école de leur enfant parvient à le préparer à la prochaine année scolaire. Une augmentation de 5 % par rapport à 2013.

84 % des élèves pensent que, dans leur école, leurs opinions et contributions sont encouragées et mises en valeur.

Laisser la parole aux jeunes

Dans le cadre du plan local d'amélioration continue (PLAC), six écoles de la DSFM se sont prêtées à l'exercice d'utilisation de l'outil d'appréciation de l'oral spontané. Cet outil permet d'analyser et de faire le portrait langagier des élèves, afin de les aider dans leur prise de parole. « Depuis deux ans, ces écoles ont suivi des sessions de formation, afin de comprendre et de voir comment on peut, dans toutes les disciplines scolaires, donner place à une participation orale spontanée des élèves et comment apprécier leur prise de parole, l'écouter, l'analyser et mieux intervenir pour la favoriser » explique Paule Buors, coordonnatrice de la communication orale à la DSFM.

Cet outil permet aux élèves de devenir plus à l'aise et confiants avec la langue. « Les élèves n'ont pas toujours la chance de prendre la parole de façon élaborée. On parle souvent d'insécurité langagière. Grâce à l'utilisation de cet outil, les élèves prennent conscience que c'est correct de s'exprimer comme ils s'expriment. »

À noter que cet outil n'est pas un moyen d'évaluer les élèves, mais il permet d'apprécier la qualité de leurs prises de paroles. Cette appréciation informe les enseignants et leur permet de cerner ce qu'ils pourraient entreprendre pour favoriser l'oral spontané. « Chaque école progresse à son propre rythme, précise Paule Buors. Il est important pour chacune d'entre elles de créer des occasions de prise de parole en classe et de cibler de nouveaux aspects pédagogiques pour les prochaines années. »

Ce projet, qui a pour but de créer une sécurité linguistique, est le fruit de six ans de recherches au sein de la DSFM, avec l'aide de l'experte-conseil Dre Ginette Plessis-Belair. « Ce partenariat avec l'Université du Québec à Trois-Rivières nous a permis de créer notre propre outil à partir de données prises dans nos écoles. C'est la voix de nos élèves qui résonne dans ce projet. C'est une création sur le terrain, par et pour le terrain. »

La force des partenariats



L'union fait la force

Dans le système éducatif, il est très important de lier les apprentissages au vécu des enfants. En milieu minoritaire, rendre ces apprentissages vivants dans la communauté est impératif. « À la DSFM, nous encourageons les écoles à devenir communautaires, note Christelle Waldie, directrice Services aux élèves. Elles servent de centres où la communauté peut se rassembler. »

Pour contribuer à la vitalité de cette communauté, la DSFM mise sur les partenariats. « Nos partenaires viennent appuyer des activités dans les écoles, dit René Déquier, le directeur général adjoint Programmation et Services aux élèves. Nous participons par exemple au Festival du Voyageur, et organisons des activités dans les écoles à cette occasion. »

Le partenariat de la DSFM avec Caisse Groupe Financier permet d'appliquer les concepts de la numératie en l'associant à la gestion de l'argent, tandis que le partenariat avec les Centre de la petite enfance et de la famille permet d'amener les enfants les plus jeunes et leurs parents dans les écoles. « Les enfants sont immergés dans cet environnement dès le plus jeune âge. Quand ils arrivent en maternelle, ils connaissent déjà le terrain et sentent qu'ils font partie d'une communauté. »

Pour Christelle Waldie, les partenariats sont aussi « une manière pour les élèves de contribuer à l'épanouissement de la communauté et de garantir la pérennité de la langue française. Nos partenaires sont toujours un avantage pour les élèves. À Winnipeg, Pluri-elles, l'Accueil francophone ou encore le CDEM sont des centres qui enrichissent notre programmation et impliquent directement nos élèves. »

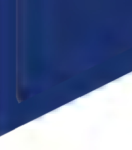
La directrice des services aux élèves voit ces partenariats comme une force. « Nous communiquons mieux avec les organismes et avons une unité dans l'intérêt de la francophonie. Nous bénéficions aussi de la spécialisation de chaque groupe, qui nous aide et nous apporte son expertise. »



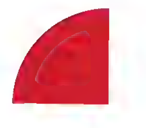


Marc Charrière, coordonnateur à la programmation

« Les programmes de métiers sont importants pour que les élèves connaissent les options qui s'offrent à eux et prennent des décisions informées d'études post-secondaires. Nous proposons depuis plusieurs années des formations exploratoires sur le travail des métaux, du bois, et de l'infographie et imprimerie. En 2016, nous avons ajouté un cours en électricité. Ces formations, organisées en partenariat avec le Manitoba Institute of Trades and Technology (MITT), permettent aux élèves de prendre de l'avance dans leurs études postsecondaires sans frais, et avant même d'avoir terminé le secondaire. »



L'élève au centre de nos actions



Viser l'excellence

À l'École Précieux-Sang, on applique un modèle d'intervention qui lie l'académique au comportement : le système de réponse à l'intervention (RAI), associé à un soutien au comportement positif. « Le système RAI vient appuyer nos enseignants, particulièrement en numératie, mentionne Rachelle Fréchette, directrice adjointe de l'École Précieux-Sang. Ils travaillent en collaboration, que ce soit pour préparer, identifier ou planifier leur enseignement et leurs interventions, tout en appliquant les trois paliers du système RAI. »

Ces trois paliers appuient les enseignants et visent l'enrichissement des élèves; le premier donne aux enseignants les meilleures pratiques pédagogiques dans la salle de classe, le deuxième appuie les jeunes avec plus de difficultés, et le troisième s'adresse au petit pourcentage d'élèves qui auraient un retard académique ou toute difficulté d'apprentissage. « Avec nos communautés d'apprentissage professionnel, on parle de ces trois paliers d'intervention, on partage nos idées et nos meilleures ressources, tout en ayant l'appui de nos collègues », partage Rachelle Fréchette.



Cette collaboration permet aux enseignants de cerner les compétences de leurs élèves, et surtout de les aider à passer à un niveau supérieur. Toute l'école se mobilise pour viser l'excellence. « Nous croyons vraiment que tous les élèves savent apprendre, chacun à son propre niveau, et que notre force est de partager l'enseignement », affirme Robert Daignault, directeur de l'École Précieux-Sang.

Favoriser la réussite comportementale



Pour Lise Poiron, directrice de l'École communautaire Gilbert-Rosset, tout commence avec le comportement. « Si les aspects de comportement, de santé mentale et d'auto-gérance ne fonctionnent pas, l'aspect académique ne fonctionnera pas non plus. C'est pourquoi nous mettons beaucoup de choses en place pour améliorer le comportement de tous les jeunes. Beaucoup de ces idées ont d'ailleurs été inspirées de notre école mentor, l'École Précieux-Sang. »

L'École communautaire Gilbert-Rosset met donc en place des stratégies efficaces, surtout pour le bien de l'auto-gérance et de la santé mentale des élèves. Par exemple, dès le matin, on prend soin des élèves avec le projet « Partir du bon pied! ». De cinq à sept minutes avant le début du premier cours, de la 1re à la 12e année, les élèves peuvent choisir une des trois stations mises en place pour eux : méditation, *MeMoves* ou bien activité de cardio. « Après, des fruits et légumes les attendent dans leur salle de classe. C'est très important, surtout pour nos élèves qui viennent de loin et qui font un long trajet le matin. »

Le système de résolution de conflit et sa roue de solution, le système de moteur interne ou bien le système de voix, sont également des incontournables de la réussite comportementale à l'École communautaire Gilbert-Rosset. On encourage au mieux les élèves, qui ont la chance d'être chacun à leur tour l'élève de la semaine. « Les élèves sont choisis chacun à leur tour, et pendant une semaine ils reçoivent des observations positives de la part de tout le monde. Ils reçoivent ensuite un certificat qui résume toutes ces choses positives. Leur satisfaction à la fin de cette semaine est extraordinaire! »



RÉSULTATS DU SONDAGE DE SATISFACTION RÉALISÉ EN 2016

88 % des élèves se sentent en sécurité à l'école. Une augmentation de 3 % depuis 2013. Au même énoncé, le personnel de la DSFM dit être en accord à 97 %. Une augmentation de 5 % par rapport à 2013.

Les parents et les élèves indiquent à 97 % et 89 %, respectivement, qu'ils sont d'accord avec l'énoncé : « Ici, les enseignants me respectent ». Dans les deux cas, c'est une hausse de 3 % depuis 2013.

Les élèves s'entendent à 92 % pour dire que leur école respecte les gens de tous les milieux et de toutes les cultures, donnée qui est semblable à celle de 90 % de 2013.

Mon école, ma culture, mon identité

J'aime mon école. Mes amis parlent beaucoup de langues différentes et on y fait des activités amusantes.
– Gabrielle 1re année

L'improvisation nous épanouit et nous donne énormément d'options francophones au Manitoba pour notre futur.
– Renée, 12e année

Les cours (métiers) sont très intéressants, et ça change de pouvoir travailler dans un autre contexte que la salle de classe.
– Collin, 11e année

J'aime être dans le club de justice sociale, parce qu'on a le droit de planifier de nombreuses activités. Notre école nous donne beaucoup de choix, et c'est super!
– Gina, 5e année

Maintenant je fais attention à toujours mettre les choses dans les bonnes poubelles, C'est important de recycler, parce que sinon, il y aura des peaux de bananes partout!
– Rielle, 3e année

C'est bien d'avoir tous les passionnés du basketball de la DSFM ensemble!
– Julie, 11e année

Ce que j'aime par-dessus tout à l'école c'est qu'il n'y a pas de jugement.
– Julia, 9e année

Faire partie du groupe JMCA, ça m'a donné une base pour des habiletés de leadership et des opportunités, même en dehors de l'école.
– Yasi, 12e année

J'aime beaucoup l'environnement et on a beaucoup parlé en classe. On a vraiment approfondi comment la science affecte la société, l'environnement et la communauté.
– Justin, 11e année

C'est super d'avoir des activités à notre école pour promouvoir la francophonie.
– Julianne, 10e année



Éduquer les élèves dans tous les domaines du développement durable

Lorsqu'on parle de développement durable, trois domaines sont régulièrement évoqués : la prospérité économique, l'environnement et la justice sociale. La DSFM en a fait ressortir un quatrième : la langue et culture. « C'est au-delà de conserver la nature, explique Louise Legal-Perrin, directrice du service à la programmation. Il faut aussi conserver la langue et la culture. »

Tout au long de l'année, les écoles de la DSFM organisent une variété d'activités pour promouvoir le développement durable auprès des élèves. « Tous les établissements travaillent dans plusieurs sphères. L'environnement est traité dans les programmes d'études de sciences. La justice sociale est étudiée en sciences humaines. En ce qui concerne la prospérité, nous avons des partenariats avec le CDEM et Caisse Groupe Financier. Des représentants viennent parler aux jeunes de l'importance des économies, ou des différentes manières de dépenser. »

Enfin, la DSFM organise régulièrement des activités culturelles et met l'emphase sur la communication orale à l'école. « Comme division scolaire, nous avons mis sur pied un comité et travaillons activement à développer un plan concret sur le développement durable et identifier les attentes que nous avons dans notre milieu pour assurer les initiatives. »













Site Web : DSFM.mb.ca

Courriel : dsfm@dsfm.mb.ca

Apprendre et grandir ensemble, c'est l'affaire de tous!

DSFM.CSFM

DSFM_Officiel



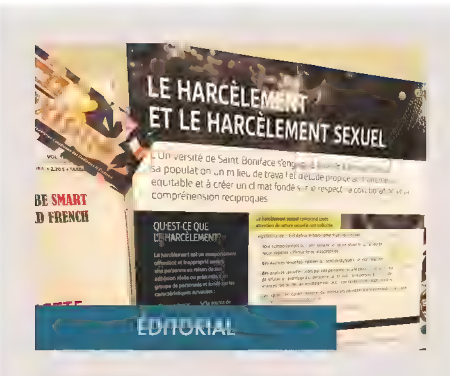
novembre 2017
vol. 58 | no˚ 3
www.aeusb.ca/le-reveil/

LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'ASSOCIATION ÉTUDIANTE DE L'UNIVERSITÉ DE SAINT-BONIFACE

LE RÉVEIL

LE JOURNAL QUI NOUS PARLE ET QUI PARLE DE NOUS

SOMMAIRE









RETROUVEZ UN DOSSIER SUR LA PERCEPTION DES JEUNES CONCERNANT LE SOCIALISME ET LE COMMUNISME AUX PAGES 4 ET 5.

Photo : Sarah Gagné • Texte : Sébastien Pelletier

Les leçons du passé

Le 7 novembre dernier, la Maison-Blanche a déclaré que, dorénavant, cette journée serait nommée la Journée nationale des victimes du communisme. Cette décision va de pair avec celle du gouvernement canadien d'ériger un monument commémoratif pour les victimes du communisme au Jardin des provinces et des territoires, situé sur le boulevard de la Confédération, à Ottawa. Ces actes commémoratifs visent à honorer la vie et la mort de plus de 100 millions de victimes de régimes communistes au cours du dernier siècle.

Le recteur de l'Université de Saint-Boniface, Gabor Csepregi, qui a échappé au communisme, nous fait part de son expérience personnelle concernant ce régime : « Pour moi, le communisme a été un mode d'organisation politique, sociale et économique qui a mené trop longtemps à une existence terne, grise, hypocrite et fondamentalement inhumaine. Les gens de mon pays de naissance, la Hongrie, ont réagi à cette réalité monstrueuse par la soumission, la fuite ou le suicide. »

L'équipe

LE RÉVEIL

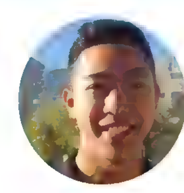
RÉDACTEUR EN CHEF

Sébastien **PELLETIER**



JOURNALISTES

JASON **CEGAYLE**



Adane **OUCHENE**



Bailey **PALAMAR**



Keanan **KAMANGA**



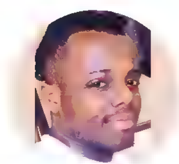
Sébastien **PELLETIER**



Véronic **BEAUDRY**



FABRICE **TAH**



COORDINATRICE DES MÉDIAS ÉTUDIANTS

Sarah **GAGNÉ**



GRAPHISME

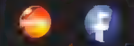
La Liberté Communication

LA LIBERTÉ communication

PRODUCTION AEUSB



Contactez-nous : coordination des médias étudiants de l'AEUSB
(204) 237-1818, poste 416 | aemedias@monusb.ca



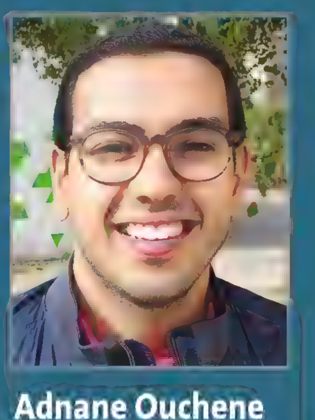
aeusb.ca/le-reveil/

Le Réveil est le journal étudiant de l'Association étudiante de l'Université de Saint-Boniface. Il est indépendant et est financé par les étudiantes et les étudiants inscrits à l'USB. Il est alimenté par le dynamisme des jeunes journalistes et contributeurs de la communauté universitaire et collégiale de Saint-Boniface.

En accord avec sa charte éditoriale et sa politique publicitaire, le journal se réserve le droit de ne pas publier une contribution ou une promotion à caractère raciste, sexiste, homophobe ou diffamatoire. Les opinions exprimées dans les contributions de tout genre sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas forcément l'opinion du journal ou de ses collaborateurs.

Le Réveil est distribué à travers *La Liberté* au Manitoba, en édition papier et numérique.

Éditorial



Adnane Ouchene
aemedias@monusb.ca

Épidémie du moment

Une vague de protestation secoue la toile ces derniers jours. Des gens de toutes classes sociales confondues clament, au moins une fois dans leur vie, avoir été victimes d'harcèlement sexuel. « Quand j'avais 18 ans, j'ai subi des actes inappropriés de la part de mon patron », dit une victime. « À l'âge de 21 ans, mon collègue de travail a abusé de moi », ajoute une autre. Les deux victimes ont respectivement 27 et 30 ans quand elles décident de lever le voile sur cette atroce vérité et de replonger dans une période sombre de leur passé. Pourquoi avoir attendu tant d'années pour dévoiler l'identité de l'agresseur? Est-ce par peur ou par ignorance?

La réponse est toute faite et nous la connaissons tous, il a fallu qu'une vedette hollywoodienne partage son histoire avec le grand public en racontant sa mésaventure avec son patron ou son supérieur pour que tout le monde rejoigne le courant. C'est tout simplement ce que l'on appelle un effet hémorragique. Il suffit qu'une personne, avec une forte influence médiatique, bien évidemment, tienne des propos sur telle ou telle personne pour voir toute une armée de partisans la suivre dans ses dires. Et si cela avait été Monsieur X ou Madame Y qui se serait trouvé à l'origine de ces propos, le sujet aurait-il pris une telle ampleur?

Soyons réalistes et arrêtons de vivre dans une hypocrisie qui ne cesse de croître. Le harcèlement sexuel existe depuis la nuit des temps et cela dans différents domaines, que ce soit dans le privé ou dans le public. Tous les jours, des centaines, voire des milliers, de victimes rentrent chez elles les épaules lourdes de honte et le cœur plein de haine.

La société ne supporte pas les râleurs qui essaient de briser le système en revendiquant leurs droits légitimes et en mettant ainsi en péril la réputation de personnes de gros calibre. Notre société est impitoyable, elle classe dans la catégorie « TABOU » tout ce qui touche la dignité de l'individu, elle privilégie le matériel sur l'humain. La famille, quant à elle, ne juge pas, mais ne pardonne pas non plus. Elle rejette la faute sur la victime qui devient le coupable et qui se fait traiter de tous les noms. Tout compte fait, il ne fallait pas être au mauvais endroit, au mauvais moment et face à la mauvaise personne. Autrement dit, il est préférable et même recommandé de souffrir en silence que de souiller le nom de la famille.

La victime ne doit surtout pas partager sa souffrance au risque de se faire pointer du doigt, et au lieu de se faire entendre et comprendre, elle se fait juger. Seul et unique choix : se fondre dans la masse et se faire invisible. Il n'est plus question de dignité, mais plutôt de survie. Bref, tous les moyens sont bons pour sauver les apparences.

Dans un monde où les valeurs sont une marchandise négociable et où l'ambition est une dépendance morbide, le prédateur devient la victime et le chasseur se réincarne en proie. Elles sont nombreuses les personnes qui piétinent leurs principes et préfèrent prendre une voie rapide pour atteindre le sommet de la hiérarchie, et au lieu de repousser l'agresseur et le remettre à sa place, elles tirent profit de la situation. Bref, tous les moyens sont bons pour arrondir ses fins de mois.

L'être humain est égoïste et défaillant par nature, il lui suffit d'associer pouvoir et argent pour que ses principes inébranlables deviennent de l'histoire ancienne, et ainsi tout se permettre. En tout cas, nous sommes redevables à ces personnes qui prennent leur courage à deux mains pour affronter les médias avec des propos portant sur des sujets d'une importance primordiale qui passent souvent sous silence, des problèmes que nous lisons dans la presse une fois par lustre, mais qui font le quotidien de plus d'un. En somme, personne n'aurait pensé revoir un tel sujet refaire surface après la fameuse affaire DSK, mais rien n'a changé depuis!! Ce sont toujours les noms des figures emblématiques de l'industrie du cinéma et du milieu politique qui occupent le top 5 de la liste des accusés de ce fléau qui fait des victimes innombrables et de tout genre.

Société

Le manque d'accès à l'avortement sécuritaire en Afrique



Bailey PALAMAR

aemedias@monusb.ca

Depuis des décennies, l'avortement est un sujet controversé. Il y a des régions du monde où l'avortement est légal et où le débat est vivant. Toutefois, la situation est bien différente dans les régions où l'accès à l'avortement sécuritaire demeure presque inexistant ou illégal dans toutes les circonstances, comme dans la plupart des pays d'Afrique. C'est pour cette raison que les femmes ont souvent recours aux avortements à risque, ce qui pose beaucoup de problèmes, non seulement pour elles-mêmes, mais aussi pour la société.

Deutsche Welle (DW), une société de diffusion internationale en Allemagne, a recueilli le témoignage d'une jeune Tanzanienne qui a survécu à un avortement clandestin il y a quelques années. À l'âge de 19 ans, Feidha (le prénom a été modifié) a découvert qu'elle était enceinte. À son école, des tests de grossesse obligatoires étaient administrés et les étudiantes enceintes étaient renvoyées de l'école. L'avortement est illégal en Tanzanie à l'exception de le pratiquer pour sauver la vie de la mère, mais Feidha désirait continuer son éducation. Elle était entre le marteau et l'enclume : enfreindre la loi ou abandonner l'école. Elle a choisi de subir un avortement clandestin.

La situation de Feidha ressemble à celle de millions de femmes africaines qui, chaque année, font le dur choix de risquer leur vie pour avoir un avortement. Selon le journal *The Guardian*, environ 5,6 millions de femmes africaines subissent des avortements chaque année, dont seulement 100 000 sont sécuritaires. La raison de ce phénomène s'explique par les lois restrictives concernant l'avortement qui ne donnent pas d'autres options aux femmes, selon *The Guardian* et le Guttmacher Institute, un centre renommé en droits de la santé sexuelle et reproductive. Ces deux organismes affirment que 90 % des femmes africaines en âge d'avoir des enfants vivent dans des pays où les lois empêchent ou limitent l'accès à l'avortement. Selon le Guttmacher Institute, dont une recension des lois des pays d'Afrique montre qu'il y a plusieurs niveaux de restrictions concernant les avortements et les cas où ils sont permis, l'avortement reste illégal en toutes circonstances dans 11 pays africains, même si la vie de la femme est menacée par la grossesse.

Feidha a raconté au DW « le plus effrayant moment de (sa) vie », le jour où elle a visité une clinique d'avortement illégale à Dar es Salaam, la plus grande ville en Tanzanie, avec une amie. Le « médecin » a fait la procédure pour 25 000 shillings tanzaniens (l'équivalent d'environ 14,25 dollars canadiens) et il était aidé par une « infirmière ». Il a donné à Feidha une pilule à avaler et il a mis un gel épais dans son vagin. En utilisant un objet en métal entouré de gazes, il a frotté à l'intérieur de son utérus. Feidha se rappelle que le processus a été rapide, mais très douloureux.



photo : Kizito Makoye

Feidha, une jeune femme tanzanienne, a subi un avortement clandestin.

Celui-ci n'est pas le seul employé lors d'un avortement clandestin, il en existe une panoplie, tout aussi écœurante.

Le Centre Population et Développement (CEPED) décrit en détail plusieurs de ces méthodes, par exemple faire des chutes par exprès, boire de l'eau de Javel ou insérer des objets perçants, comme des rayons de vélo, dans le vagin.

Même si Feidha a eu de la chance, il y a par contre plusieurs femmes qui subissent les conséquences graves des avortements à risque chaque année. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) dit que « l'Afrique paie un tribut disproportionné » pour pratiquer l'avortement et le Guttmacher Institute affirme que 16 000 femmes en Afrique sont mortes à cause des avortements à risque en 2014.

De plus, l'OMS et le Guttmacher Institute listent plusieurs complications communes de l'avortement à risque, dont les hémorragies et les infections. Il y a même une complication commune, appelée avortement incomplet, qui a lieu, selon l'OMS, quand « les tissus et produits de la grossesse n'ont pas été complètement retirés ou expulsés de l'utérus ». Aussi, il existe des complications moins communes, comme le collapsus cardiovasculaire ou la perforation de l'utérus ou d'autres organes. Le Guttmacher Institute explique qu'environ 1,6 million de femmes africaines reçoivent des traitements pour les complications des avortements à risque, mais que plusieurs n'ont jamais recours à des services médicaux.

Selon le Guttmacher Institute, si une femme survit à un avortement à risque, il est très possible qu'elle vive avec des séquelles physiques pour le restant de ses jours : douleurs chroniques, inflammation du système reproductif et infertilité. Il sera alors plus difficile pour elle de subvenir aux besoins de sa famille et sa communauté, ce qui peut la mener à constituer un fardeau économique. De plus, si elle cherche un traitement médical, elle « coûtera plus cher » aux systèmes de santé qui ont déjà des difficultés financières.

Il y a des solutions possibles proposées par le Guttmacher Institute et l'OMS. Ils suggèrent d'offrir une meilleure éducation sexuelle aux hommes et aux femmes. Aussi, ils encouragent d'élargir l'accès à la contraception et aux avortements sécuritaires, ce qui implique la légalisation de l'avortement.

Feidha a eu de la chance : personne n'a rien remarqué, elle a poursuivi ses études et son avortement n'a pas laissé de séquelles physiques. Cependant, DW a aussi parlé avec Juliet Damian, une autre femme tanzanienne, qui a subi un avortement à risque, mais qui en est presque morte à cause d'un saignement excessif. Elle ne veut pas que d'autres femmes souffrent les douleurs qu'elle a subies.

Société

La « romantisation » du socialisme



Sébastien PELLETIER

semediasi@monusb.ca

Suite à la campagne électorale américaine de 2016 lors de laquelle le candidat démocrate Bernie Sanders, prônant le socialisme, fut populaire auprès des jeunes, je prends un instant pour élucider les facteurs qui expliquent pourquoi les groupes démographiques les plus jeunes n'ont pas une vision aussi négative du socialisme que les générations précédentes.

Lorsqu'on considère que plus de 100 millions de morts sont directement attribuables à des régimes socialistes ou communistes durant le 20e siècle, comment se fait-il que près de la moitié des enfants du millénaire américains, ceux entre 18 et 34 ans, disent qu'ils préféreraient vivre sous un régime socialiste? Ce sont les chiffres que nous fournit l'étude conjointe de YouGov et de la Fondation commémorative des victimes du communisme, basée à Washington, D.C., qui a interrogé plus de 2 000 personnes pour connaître leurs points de vue sur le socialisme et le système politique communiste. La plus grande conclusion de l'étude était qu'un enfant du millénaire sur deux déclarait préférer vivre dans un pays socialiste ou communiste plutôt que dans une démocratie capitaliste comme les États-Unis.

« Ce tournant troublant souligne l'analphabétisme historique répandu dans la société américaine concernant le socialisme et l'échec systémique de notre système éducatif à enseigner aux étudiants le génocide, la destruction et la misère causés par le communisme depuis la révolution bolchevique il y a cent ans », a déclaré Marion Smith, directrice exécutive de la Fondation.

Mais qu'est-ce qui explique ce phénomène? Kawashima-Ginsberg, la directrice du Centre d'information et de recherche sur l'apprentissage civique et l'engagement à l'Université Tufts, nous dit que les « milléniaux» sont moins en faveur du capitalisme que leurs parents. « Les plus vieux membres de la génération Y qui ont obtenu leur diplôme à l'université ou qui sont entrés sur le marché du travail à la fin des années 2000 ont vraiment eu de la difficulté à croire au rêve américain et au capitalisme », a-t-elle déclaré. Ceci est en partie dû aux effets persistants de la dernière récession américaine. Les jeunes – et pas seulement les diplômés – réussissent moins bien que leurs parents à leur âge. Les données suggèrent qu'ils gagnent moins d'argent, ont plus de dettes d'études et ne sont pas en mesure d'acheter une maison aussi rapidement. Par conséquent, « les jeunes démontrent beaucoup moins de soutien pour le capitalisme que la population plus âgée », a déclaré Kawashima-Ginsberg.

À cause de cela, beaucoup sont épris de certains des idéaux des socialistes autoproclamés comme Bernie Sanders. Le sénateur Sanders a, en effet, convaincu un grand nombre de personnes que les choses allaient très mal pour la grande majorité des gens aux États-Unis, et ce, depuis très longtemps. Sa solution? L'Amérique devrait adopter le « socialisme démocratique », un système socio-économique qu'il compare à celui des pays scandinaves. « Lorsque les jeunes pensent au socialisme, ou entendent ce terme, la première chose à laquelle ils pensent sont les pays scandinaves, comme la Suède et la Norvège, où les gens semblent plutôt heureux et où les gens semblent plutôt bien appuyés », note Kawashima-Ginsberg.

Le socialisme démocratique prétend combiner la règle de la majorité avec le contrôle de l'État sur les moyens de production. Cependant, les pays scandinaves ne sont pas de bons exemples du socialisme démocratique en action parce qu'ils ne sont pas socialistes.

Dans les pays scandinaves, comme dans tous les autres pays développés, les moyens de production appartiennent principalement à des particuliers, et non à la collectivité ou au gouvernement, et les ressources sont affectées à leurs utilisations respectives par le marché et non par le gouvernement ou la planification communautaire.

Alors qu'il est vrai que les pays scandinaves offrent des avantages, comme de généreux filets de sécurité sociale et des soins de santé universels, un vaste État providence n'est pas la même chose que le socialisme. Ce que le sénateur Sanders et ses partisans confondent comme étant du socialisme est en fait de la démocratie-sociale, un système dans lequel le gouvernement vise à promouvoir le bienêtre public par l'entremise d'une lourde imposition et de larges dépenses, dans le cadre d'une économie capitaliste. C'est ce que pratiquent les Scandinaves.

En réponse aux Américains faisant fréquemment référence à son pays comme étant socialiste, le premier ministre du Danemark a fait remarquer ceci lors d'une conférence à la John F. Kennedy School of Government de l'université Harvard : « Je sais que certaines personnes aux États-Unis associent le modèle nordique à une sorte de socialisme. Par conséquent, je voudrais clarifier une chose. Le Danemark est loin d'être une économie planifiée socialiste. Le Danemark est une économie de marché. »

Il semblerait alors que la génération Y ne soit pas en faveur du socialisme au sens propre. Plutôt, les enfants du millénaire seraient de plus en plus en faveur de mettre en place des politiques sociales venant en aide aux plus démunis et permettant au citoyen moyen de jouir d'avantages sociaux extensifs, dans le cadre d'une économie capitaliste. Cette génération est donc davantage préparée à être lourdement imposée si cela signifie que le voisin s'en tirerait mieux en bout de ligne.

La distinction entre le socialisme et ces politiques sociales extensives doit être bien établie, car le socialisme n'a jamais fonctionné au cours de l'histoire et fut même un fléau ravageur sur les sociétés qui ont eu l'audace de l'adopter. Son échec a inspiré la renaissance de la liberté et, pour la première fois dans l'histoire du monde, le jour approche très vite où la majorité des gens vivront dans des sociétés libres ou des sociétés évoluant rapidement vers la liberté.

Le capitalisme joue un rôle majeur dans la renaissance mondiale de la liberté et de la prospérité parce qu'il nourrit l'esprit humain, inspire la créativité humaine et favorise l'esprit d'entreprise. En fournissant un puissant système d'incitations qui favorise l'épargne, le travail acharné et l'efficacité, le capitalisme crée de la richesse.

La principale différence entre le capitalisme et le socialisme est la suivante : le capitalisme fonctionne.

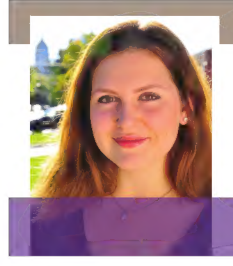


Le 26 octobre dernier, des dizaines d'étudiants se sont réunis pour témoigner de leur mécontentement face à la loi 31 annoncée par le gouvernement progressiste-conservateur de Brian Pallister. Cette annonce importante a suscité bien des réactions chez les étudiantes et étudiants de l'Université de Saint-Boniface ainsi qu'auprès de leurs représentants au sein de l'Association étudiante. L'augmentation des frais de scolarité au Manitoba est actuellement indexée au taux d'inflation; la Banque du Canada vise généralement à le maintenir autour de 2 %. La loi 31 ouvre la voie à une hausse marquée des frais de scolarité postsecondaire jusqu'à un maximum de 5 % qui s'ajouterait au taux actuel.

Photos : Fabrice Tah et Kevin Nangoh • Texte : Sébastien Pelletier

Vie étudiante

VOX POP



Véronic BEAUDRY
aemedias@monusb.ca

Considérant que les thèmes du communisme et du socialisme sont abordés dans le journal, nous avons posé à quelques étudiants la question suivante :
Préférez-vous l'idée de vivre dans un pays communiste, socialiste ou bien capitaliste? Pourquoi?

Si tu ne me connais pas, *Réveil*-toi!

Le terme « communisme » désigne à l'origine une forme théorique de société sans classes et d'organisation sociale sans État, où la propriété privée serait abolie et les moyens de production mis en commun.

Sur le plan économique, le mot « socialisme » désigne à l'origine un ensemble de doctrines fondées sur la propriété collective — ou « propriété sociale » — des moyens de production, ou du moins la critique de la propriété privée de ceux-ci, par opposition à la vision capitaliste.

Le capitalisme est un système économique fondé sur le marché libre, la concurrence, la recherche du profit et la propriété privée des moyens de production.

Source : Wikipedia



DÉRRICK SABOURIN
Baccalauréat en arts

Je suis d'accord avec l'idée du communisme, parce que, lorsque je pense « au grand portrait », de cette façon il n'y aurait pas autant de pauvreté et de problèmes de ce genre.



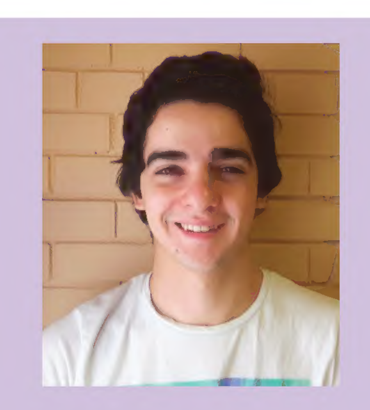
PAULINE MALVAUX
Baccalauréat en traduction

Les entreprises et les individus sont poussés à innover et à travailler durement, ce qui contribue au progrès technologique de la médecine et à l'amélioration des conditions de vie. Le capitalisme crée un climat d'innovation et génère des biens et des services tout en permettant l'investissement dans des domaines tels que la recherche, l'innovation et l'éducation.



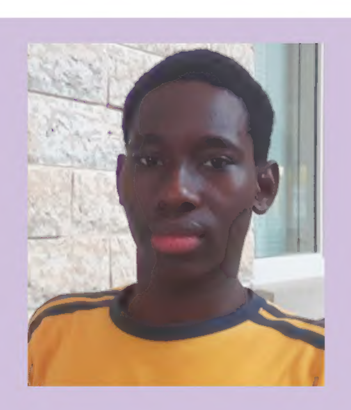
AIDAN MCDIARMID-RUSK
Université 1

Le capitalisme, parce que le communisme ne peut fonctionner d'aucune façon dans notre société actuelle. Les gens sont paresseux; personne ne voudrait étudier une dizaine d'années pour ensuite devenir médecin et recevoir le même salaire qu'un individu qui travaille chez Tim Hortons.



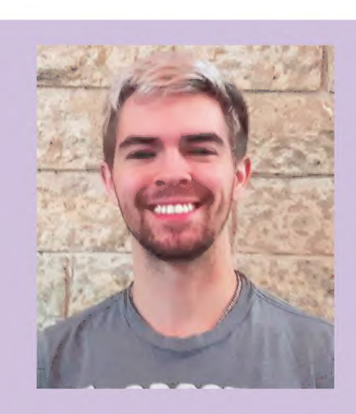
YOUSSEF BENJELLOUN
Administration des affaires (ETP)

Dans un pays communiste, car, lorsque tout le monde est égal, il ne peut pas y avoir de problèmes d'argent. De plus, tout le monde pourrait manger à sa faim et boire à sa soif, et il n'y aurait pas de sans-abris.



SERIGNE DIOUF
Baccalauréat en sciences

Dans un pays capitaliste, parce que les termes du capitalisme sont plus adéquats à l'économie actuelle.



SEAN FOSTER
Baccalauréat en sciences

Je crois qu'il faudrait avoir un équilibre entre les deux, car le capitalisme extrême est complètement injuste. En même temps, je pense que ceux qui font un travail acharné méritent tout l'or du monde. Il faudrait, cependant, que les mieux nantis partagent leur richesse avec ceux qui sont dans le besoin..

Vie étudiante

Conseils pratiques pour étudier super efficacement!



Kenan KAMANGA

aemedias@monusb.ca

Il est vrai que la vie d'étudiant est basée sur un certain nombre d'évaluations (projets, devoirs, tests, quiz, etc..). Et tout cela est généralement accompagné d'une pression qui se transforme en stress chez la plupart des étudiants. Bonne nouvelle! Le stress n'est pas une mauvaise chose. Au contraire, nous en avons tous besoin, mais la clé est de savoir comment le gérer. En période d'examen, pour certains d'entre nous, le niveau de stress est à son comble, et on ne sait plus où donner de la tête. Pour y remédier, voici quelques astuces pour savoir le gérer et s'assurer de passer de bons examens!

Une révision complète

Comme vous vous en doutez, la révision est le principal, je dirais même l'incontournable, moyen de réussir toute évaluation qui vous sera présentée à l'université et dans la vie. Chaque fois que vous serez évalué sur un sujet, révisez-le et étudiez-le. Cela augmente la confiance en soi et réduit considérablement le niveau de stress. Je vous l'accorde, sur ce point, je ne vous apprends rien de nouveau, mais l'astuce se trouve dans la façon de réviser. Avons-nous assez étudié? Avons-nous bien assimilé la matière? Quand devons-nous étudier? Eh bien, j'ai la réponse à toutes vos questions!

Avons-nous assez étudié?

Idéalement, la réponse devrait être oui pour beaucoup d'entre nous, mais la vérité est que, souvent dans la plupart des situations, les matières à étudier sont vraiment nombreuses et le temps imparti pour révision avant l'examen n'est pas toujours suffisant. La meilleure façon de s'assurer que l'on révise bien est de le faire quotidiennement. Comme le dit André Giordan, spécialiste de la physiologie des régulations et de la didactique et de l'épistémologie des sciences, dans son livre *Apprendre à réviser* : « Plus on utilise la mémoire, plus elle est forte! Plus vous utilisez votre mémoire, mieux elle fonctionne. Plus vous l'entraînez au quotidien, plus vous allez être performant. » En étudiant ou en révisant chaque jour, on n'aura pas forcément besoin de relire cinq ou six chapitres d'un coup puisque notre cerveau aura déjà stocké l'information. Relire deux ou trois fois ou refaire un exercice régulièrement nous permet de le comprendre et le rend plus facile. De cette manière, nous n'avons pas à nous inquiéter de la quantité de travail à faire quelques jours avant une évaluation.

Avons-nous bien assimilé la matière?

Le meilleur moyen de répondre à cette question est de se référer à la taxonomie de Bloom, une célèbre méthode en pédagogie comportant six niveaux hiérarchique qui sont : la connaissance, la compréhension, l'application, l'analyse, la synthèse et l'évaluation. Pour savoir si nous avons bien étudié pour une évaluation, il suffit de passer l'échelle de cette méthode dans l'ordre. Celles qui sont essentielles pour une révision sont la compréhension, l'application et l'évaluation. En effet, il faut s'assurer de comprendre parfaitement un sujet, pour pouvoir l'appliquer dans des exercices et durant des évaluations.

Dans son article « L'apprentissage par la répétition, la clé du succès des pays asiatiques », pour *Le Figaro*, Marie-Estelle Pech montre comment certains pays du continent asiatique assurent une réussite scolaire impressionnante grâce à cette méthode. Une fois cela fait, évaluez-vous en essayant de transmettre ce que vous avez compris à quelqu'un d'autre, par exemple, dans des groupes d'études. En effet, il a été prouvé plusieurs fois que lorsqu'on est capable d'expliquer son raisonnement et de le faire comprendre aux autres, on s'améliore, donc on apprend aussi, et cela nous prouve que nous sommes réellement prêts pour une évaluation.

Quand devons-nous étudier?

Beaucoup de personnes l'ignorent, mais il existe des moments précis où notre cerveau est plus efficace en matière de stockage d'information. Alors, quand devons-nous étudier? Bien évidemment, cela varie d'une personne à l'autre. Comme l'affirme la journaliste Marion Senant dans son article « Révisions du bac : 5 conseils pour muscler sa mémoire » publié dans *Le Figaro*, « L'organisme connaît deux pics d'activité dans la journée. Le premier a lieu le matin, une heure ou deux après le réveil, l'autre, dans l'après-midi, entre 15 et 17 heures environ, une fois la digestion passée ». Ceci dit, selon votre organisme, le meilleur conseil serait de repérer ces moments favorables pour pouvoir recevoir ou réviser l'information efficacement.

Un temps pour tout

Une autre des principales causes de stress est la mauvaise gestion de son temps. Cela nous pousse souvent à manquer d'efficacité dans ce que nous faisons, sans oublier que les exceptions existent toujours. Dans cette partie, nous discuterons de la façon de gérer son temps efficacement et de l'importance de bien faire chaque activité à un temps précis, ce qui est très utile pour la révision.

Le meilleur moyen d'avoir une bonne gestion de son temps reste encore d'utiliser un agenda, qu'il soit électronique ou un bon vieil agenda classique, ils font tous l'affaire. Utilisez souvent votre agenda et essayez au maximum de respecter les différents moments que vous vous êtes accordés pour chaque activité.

Essayez aussi de faire du sport durant vos périodes de révision, car, d'après l'équipe du magazine *Cosmopolitan* dans leur article « Comment gérer mon stress grâce au sport? », le sport est un très bon moyen d'évacuer le stress. En second lieu, il est important de garder une bonne vie sociale, sortir avec des amis de temps en temps et se divertir, ce qui est un très bon moyen de vous libérer de votre stress.

Si vous employez ces astuces, votre période d'examen sera surement plus agréable et moins stressante. Choisissez les méthodes qui vous conviennent; après tout, la gestion du stress est unique à chacun.

Communautaire

Prenez votre place!



Jason CEGAYLE

aemedias@monusb.ca

L'Accueil francophone et le Conseil jeunesse provincial sont des organismes de la communauté franco-manitobaine qui ont organisé Le Gala jeunesse qui a eu lieu le vendredi 3 novembre 2017 au Centre culturel franco-manitobain. Cet événement plein de performances musicales et de partages personnels et inspirants montre comment la nouvelle génération prend sa place en tant que jeunes engagés. Parmi les présentateurs, un journaliste du *Réveil*, Jason Cegayle, a partagé une histoire sur la façon dont il a pris sa place pour partager sa passion pour la francophonie canadienne.

J'aimerais vous poser une question. Est-ce que vous avez déjà joué aux chaises musicales? Est-ce que vous n'avez jamais été un finaliste devant la dernière chaise qui restait? Si oui, vous êtes soit une des deux personnes suivantes : la première est celle qui laisse librement la place à l'autre lorsque la musique s'arrête et la deuxième est celle qui pousse, frappe et bat violemment l'autre pour obtenir la chaise. Je suis la deuxième. Certainement, je ne veux pas promouvoir la violence. De cette analogie, je veux simplement que vous compreniez qu'en tant que jeunes, si vous êtes passionnés par le changement ou l'amélioration, que ce soit à un niveau personnel, académique ou communautaire, prenez votre place! C'est-à-dire croyez en vous-mêmes pour atteindre vos buts. Il faut trouver le courage en soi pour faire un changement et ne pas laisser les autres vous empêcher de le réaliser.

En 2014, j'étais participant aux Jeux de la Francophonie canadienne qui avaient lieu à Gatineau, au Québec, et j`ai participé au volet Leadership. Je me souviens du jour où ma professeure du secondaire m'a dit qu'il y aurait des « ateliers » de leadership au Centre culturel franco-manitobain. J'y suis allé en pensant que c'était ça, un atelier de leadership. J'étais alors loin de savoir que c'était en fait une entrevue : la soirée de recrutement de l'équipe Manitoba pour le volet Leadership. Les intervieweurs ont dit qu'ils allaient choisir six représentants du Manitoba pour participer aux Jeux. Je suis vraiment fier d'avoir été choisi!



photo : Jason Cegayle

Amar Azouaou (gauche), étudiant en informatique, et Stéphanie Demers (droite), étudiante en science infirmières à l'Université de Saint-Boniface, ont réalisé une petite performance musicale lors du Gala jeunesse.

Je ne vais jamais oublier la première fois que j'ai rencontré les autres participants du volet Leadership venus de partout au Canada. J'avais tellement hâte! Arrivé à Gatineau, moi et tous les participants en Leadership sommes entrés dans la salle de rencontre, où il y avait des personnes qui nous accueillaient. Elles disaient « Bonjour, bienvenue et bon matin » à chaque personne. Par contre, à moi, ils m'ont dit « Hello, good morning ». Est-ce que j'ai répondu en anglais? La réponse est non. J'ai fièrement répondu en français : « Bonjour et bon matin à vous! ». Était-ce à cause de mon accent, de la couleur de ma peau, de ce que je portais, ou d'un phénomène culturel qu'elles ne se sont pas adressées à moi en français? Je n'étais pas trop certain. Je me suis senti un peu exclu pour le restant de la journée. Mon désir de participer aux activités avec d'autres francophones avait disparu.

Cependant, je n'ai pas permis ce petit épisode de m'empêcher de participer pleinement au restant de la compétition. J'avais mérité ma place comme tout le monde et j'allais le montrer aux autres participants.

Une des compétitions consistait à animer une table ronde avec des intervenants des Jeux diffusée à la radio. Cela semblait vraiment être une expérience intéressante. Les animateurs de Leadership ont demandé s'il y avait des personnes qui étaient intéressées à animer la table ronde de la première journée et plusieurs ont levé la main plus vite que moi! J'ai perdu mon opportunité ce jour-là, mais je me suis dit « Je vais essayer demain alors! ».

Le lendemain, je me sentais un peu gêné à l'idée d'animer une table ronde. J'ai pensé, en prenant une douche à 5 h 30 le matin (oui, je sais, c'est très tôt... les compétitions avaient lieu très tôt la journée) : « Est-ce qu'ils vont juger mon accent, est-ce que je vais faire une faute de grammaire? ». Je me suis dit : « Je vais essayer de mon mieux et montrer aux autres que je suis capable d'animer et que je suis passionné par la francophonie. »

Avant de commencer la journée, les animateurs de Leadership ont demandé qui voulait animer la prochaine table ronde. J'ai levé ma main avant tout le monde et j'ai été choisi. J'étais tellement fier d'avoir à animer une table ronde au sujet de la diversité de la francophonie canadienne avec des participants des Jeux d'autres provinces et territoires du Canada !

Après les Jeux, je ne suis pas retourné à Winnipeg avec une médaille, mais je suis retourné avec des nouveaux amis, et fier de moi.

Grâce à mon expérience lors des Jeux, j'ai développé ce courage de ne jamais laisser les autres m'empêcher d'atteindre mes buts. Alors, s'il y a des personnes qui vous donnent l'impression de penser ceci ou qui vous disent même : « Non, vous n'êtes pas capables », il faudra vous battre ou repousser ces pensées-là, comme les finalistes dans un jeu de chaises musicales, pour atteindre votre but et prendre votre place.